

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livorno, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

SUPPLEMENT SUISSE No 21

15 avril - 15 juin 1980

## FACE A LA CRISE : URGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE !

Prolétaires, camarades,

Le souvenir de la dernière grande crise capitaliste qui mena à la boucherie impérialiste, était à peine effacé de la mémoire du prolétariat qu'une nouvelle crise générale éclatait trente ans après. Dans la phase d'accumulation effrénée de capital qui suivit la deuxième guerre impérialiste, la bourgeoisie se plaisait à décrire les bienfaits de la croissance capitaliste, seule capable disait-elle - mais en cachant le prix payé pour cela par le prolétariat - d'améliorer le niveau de vie des prolétaires et d'assurer leur sécurité. Devant les conséquences de ce développement anarchique du capital, la bourgeoisie a remplacé ce discours idyllique par un appel constant aux sacrifices et à la solidarité nationale devant la concurrence extérieure. Les prévisions mêmes de la bourgeoisie, 20 millions de chômeurs par exemple dans les seuls pays de l'Occident pour fin 1980, démontre que loin de s'atténuer, la crise ne fait que s'approfondir, mettant à jour les antagonismes toujours plus aigus entre grands impérialismes.

L'inflation qui réduit le salaire réel de l'ouvrier ne fait que poursuivre son ascension, et s'accompagne dans cette course contre la baisse du taux de profit des conditions de travail toujours pire pour les prolétaires, Augmentation des rythmes de travail, discipline et terrorisme patronal accru, pression sur les salaires, licenciements, voilà le seul tableau que le capital peut offrir aux prolétaires.

" Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses qu'il crée " écrivait Marx dans le Manifeste de 1848, et il poursuivait : " Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces

" crises ? D'un côté en imposant la destruction massive de forces productives; " de l'autre, en conquérant de nouveaux " marchés et en exploitant plus à fond " des anciens marchés". La destruction " massive" des forces de production par la guerre impérialiste où le prolétariat est livré en chair à canons pour les intérêts de sa bourgeoisie, voilà l'implacable conséquence du développement capitaliste. Voilà aussi la raison pour laquelle, bourgeois et opportunistes, alignent aujourd'hui la classe ouvrière - toujours docile - derrière les drapeaux de la défense de l'économie nationale, régionale, ou de l'

( Suite en page 2 )

## Alternative à l'Est : Droits de l'Homme ou lutte de classe

" La forme que revêt la domination de l'Etat peut différer: le " capital manifeste sa puissance d'une certaine façon là où existe " une certaine forme, d'une autre façon là où la forme est autre; " mais, somme toute, le pouvoir reste aux mains du capital, que " le régime soit censitaire ou non, même si la république est démocratique; mieux encore: cette domination du capitalisme est d' " autant plus brutale, d'autant plus cynique que la république est " plus démocratique" (Lénine, "De l'Etat"; éd. Sociales, tome 19)

La forme démocratique est effectivement la forme la plus pernicieuse de la domination du capital, la force de l'idéologie démocratique qui imbibe le prolétariat étant mille fois plus efficace pour assurer à long terme la stabilité sociale que les matraques les plus dures. Alors qu'à l'Est apparaissent à nouveau les sursauts du prolétariat, cette idéologie tend à se substituer à l'inefficacité des matraques et aveugle la classe ouvrière sur la nature réelle des Etats soit-disant socialistes et sur les méthodes qu'elle doit emprunter pour retrouver le chemin de la lutte de classe. C'est ainsi qu'elle tente de ramener dans

le giron des illusions démocratiques toute révolte prolétarienne et ainsi de placer dans le même sac mouvements de luttes immédiates contre les conséquences de l'exploitation capitaliste sur les conditions de vie des ouvriers et dissidence de l'intelligentsia petite-bourgeoise frustrée d'autonomie par la toute puissance de l'Etat central

La dissidence démocratique de l'Est trouve évidemment un écho favorable dans les organisations politiques et syndicales opportunistes de l'autre côté du rideau de fer, qui maintien-

( Suite en page 17 )

### SOMMAIRE

|   |       |
|---|-------|
| Face à la crise                           | p. 1  |
| Alternative à l'Est                       | p. 1  |
| Réunions publiques                        | p. 2  |
| Italie                                    | p. 3  |
| URSS                                      | p. 4  |
| Grève au CERN                             | p. 4  |
| CRT                                       | p. 5  |
| Travailleurs handicapés                   | p. 6  |
| L'OCS et la question syndicale            | p. 7  |
| Syndicats chrétiens                       | p. 8  |
| Le communisme et la jeunesse              | p. 10 |
| Staline et les maos                       | p. 12 |
| A propos de transition                    | p. 14 |
| Interventions du parti                    | p. 15 |
| Der Initiativenreigen der SSP und des SGB | p. 22 |

### CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE

Editions Programme  
32, rue Pré du Marché  
1004 LAUSANNE

## FACE A LA CRISE : URGENCE DE LA LUTTE DE CLASSE !

( Suite de la page 1 )

entreprise, en préparation du jour où ils l'aligneront derrière l'étendard national pour sauver la Patrie !

Prolétaires, camarades ,

Contre cet ordre infâme, qui ne produit que massacres, destructions massives de vies humaines par la faim, par la guerre de rapine ou la guerre impérialiste, ne peut se dresser que la révolution prolétarienne qui, sous la direction du parti de classe, instaurera la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat - dont la classe ouvrière ne peut se passer - est la phase de transition au socialisme par laquelle le prolétariat détruit peu à peu tous les fondements et catégories du capitalisme. Le socialisme, ou communisme inférieur, est aussi éloigné des faux socialismes russes, chinois, cubains ou albanais, que du capitalisme occidental, car derrière ces "socialismes" se cachent en réalité les catégories pro-

pre au capital que sont la production marchande et le salariat. Il ne peut y avoir de socialisme tant que subsiste ces deux catégories. Le socialisme réside dans l'abolition de la production marchande et du salariat, le salaire n'étant que le prix d'une marchandise particulière qu'est la force de travail des prolétaires.

Dans le socialisme, premier pas vers le communisme intégral dans lequel sera en vigueur le principe " de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins " la production ne se trouve plus affrontée à un marché, où elle risque de ne trouver aucun acquéreur malgré un besoin social réel, mais est déterminée socialement selon les besoins de l'humanité.

En détruisant les rapports mercantiles de production, la dictature du prolétariat détruira du même coup toutes les classes sociales déterminées par les vieux rapports de production. Le socialisme est une société sans classe, sans bourgeoisie ni prolétariat, formée uniquement de producteurs socialement égaux. Il est donc absurde de parler de lutte de classes dans

le socialisme, comme le répètent inlassablement les maoïstes, car la dictature du prolétariat en détruisant la production marchande aura détruit aussi les bases matérielles de l'existence des classes et donc de leur réapparition éventuelle.

Prolétaires , camarades ,

Le capitalisme a montré mille fois qu'il ne mène qu'à la misère et qu'il ne pourra jamais sortir l'humanité du cycle infernal de l'exploitation et de l'oppression. Contre le capitalisme, la seule alternative c'est le socialisme. Mais cette perspective n'est réalisable - n'en déplaise aux multiples défenseurs de la "voie pacifique" - que par le renversement violent de l'ancien ordre social par la lutte de classe du prolétariat dirigé par son parti mondial, et donc par conséquent, si le prolétariat recouvre son indépendance totale de classe. Cette indépendance, il ne pourra la construire qu'en rompant définitivement avec l'opportunisme, que ce soit avec le réformisme le plus droitier (PdT, POP, sociale-démocratie) dont

## réunions publiques

# LA CRISE DU MOYEN-ORIENT ET L'IMPERIALISME

Dans sa boulimie productiviste et sa soif d'énergie, le capitalisme a été obligé de se soumettre des régions entières. Il n'est donc pas étonnant de constater en ces temps de crise, c'est à dire de concurrence accrue entre les capitaux, la montée des antagonismes entre les blocs concurrents pour la domination des aires exportatrices de ce bien suprême qu'est le pétrole. Le Moyen-Orient est aujourd'hui la région où s'affrontent avec le plus d'intensité les deux blocs de l'est et de l'ouest.

Mais ce que l'impérialisme n'avait pas prévu en exploitant les richesses de ces aires, c'est qu'en exportant le mode de production bourgeois il dissolvait les archaïques rapports de production de l'ancienne société et accumulait ainsi des contradictions sociales qui ne pouvaient pas ne pas faire voler en éclats l'ordre instauré par lui. Tout le sens du mouvement social iranien réside dans les profonds antagonismes sociaux qui le secouent.

Si le mouvement religieux des mollahs a jusqu'ici été la seule force capable de dévier le mouvement social, qui pourtant met en branle le prolétariat et les miséreuses masses plébéiennes, sur des

objectifs qui l'empêchent de se battre sur son propre terrain, l'approfondissement de la crise ne pourra que creuser le fossé entre les forces du passé et le mouvement prolétarien. C'est d'ailleurs cela qui fait si peur aux diverses bourgeoisies et non le soi-disant "fanatisme religieux" du patriarcat de Qem.

L'intervention russe en Afghanistan ne peut être comprise que dans la perspective de la concurrence entre les deux blocs. Profitant de la crise iranienne qui chassait provisoirement les américains, l'impérialisme russe s'installait dans une région qui lui permettrait demain d'avoir accès aux puits de pétrole de son concurrent ainsi qu'à ses routes commerciales. C'est évidemment indispensable dans la perspective d'un conflit armé qui ne peut qu'arriver.

La situation du Moyen-Orient, ne peut qu'avoir des répercussions dans les pays de vieux capitalisme. Elle entrouvre à nouveau le cycle des guerres et des révolutions et appelle vigoureusement le prolétariat occidental à tenir avec ses perspectives de classe. Telle est pour nous le sens des coups frappés par le jeune prolétariat des pays de la périphérie.

### REUNIONS PUBLIQUES :

#### LA CRISE DU MOYEN-ORIENT ET L'IMPERIALISME

Renens : Jeudi 29 mai, 20 h.  
Café du Commerce  
Neuchâtel : Vendredi 30 mai, 20 h.  
Hôtel Terminus  
Genève : Vendredi 6 juin, 20 h.  
Centre de loisirs des Pâquis

### KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Nr. 24 Januar 1980

Pathologie der bürgerlichen Gesellschaft  
Notwendigkeit der kommunistischen Revolution  
Die Ergebnisse der imperialistischen Herrschaft  
im Iran (3. Teil)  
Die Volksfedajin oder die Grenzen des Demokratis-  
mus  
Der Iran in der marxistischen Perspektive  
Die Kommunistische Partei Italiens und die fasch-  
istische Offensive (1921 — 1924)  
III. Teil, vom Herbst 1921 bis zum Sommer 1922  
Die Inflation oder die Flucht nach vorn des Kapitals

LISEZ ET DIFFUSEZ !

« LE PROLETAIRE »  
« PROGRAMME  
COMMUNISTE »

le rôle est de soumettre les ouvriers aux intérêts de l'Etat, ou avec les courants centristes (dits "gauchistes"), qui rabattent systématiquement le prolétariat dans les bras du réformisme (et en particulier qui ne manque pas une occasion pour l'atteler à la tâche électorale de la construction d'un "gouvernement de gauche") ou qui noie ses intérêts avec ceux de la bourgeoisie, notamment dans la question de la défense nationale.

Le prolétariat en Suisse est parmi ceux qui payent le plus cher le prix d'une contre-révolution internationale qui a détruit l'organisation unitaire et mondiale du parti, et qui a installé une inébranlable paix sociale, formalisée par la Paix du Travail présente dans toutes les conventions collectives et renforcée par les modestes garanties que le capitalisme a pu lui offrir dans le second après-guerre, garanties qui sont depuis longtemps parties en fumée.

Le premier pas à franchir pour que le prolétariat se délimite en tant que classe aux intérêts strictement opposés à ceux des autres classes, est de rompre dans les luttes immédiates pour la défense des conditions de vie et de travail avec la politique syndicale et patronale

de négociation comme seule fin des luttes, de conciliation devant les tribunaux spécialisés de l'Etat pour étouffer les réactions ouvrières, d'émiettement et d'effritement des luttes dans les entreprises.

Cette rupture avec les méthodes de collaboration de classe, signifie concrètement que les prolétaires doivent user de leurs armes de classe face au capital. L'arme fondamentale du prolétariat dans la lutte économique c'est la grève sans préavis ni limitation préalable de durée. C'est dans l'usage de cette arme que les prolétaires renforceront leur union par delà toutes les divisions créées par le capital et élargiront leurs luttes au-delà des frontières de leur entreprise ou de leur région.

Il n'y a pas d'autre voie pour affronter le Capital !

- A BAS LA PAIX SOCIALE, VIVE LA LUTTE DE CLASSE !
- CONTRE LA DICTATURE DU CAPITAL: DICTATURE DU PROLETARIAT!
- CONTRE LE CAPITAL UNE SEULE ALTERNATIVE LE SOCIALISME !
- POUR LE RENFORCEMENT DU PARTI MONDIAL DE CLASSE !

Un tel aplatissement devant la bourgeoisie - les syndicats ne se donnant même plus la peine d'adopter un langage différent de celui des patrons - ne pouvait pas rester sans une réaction de la part du prolétariat. Mais cette réaction ne pouvait pas, étant donné la désorientation complète de la classe ouvrière, se traduire par des réactions de classe, mais elle s'est réalisée par une attitude de repli du prolétariat, se manifestant par exemple par un désintéressement des prolétaires des activités syndicales et par une certaine inertie ou opposition dans bien des cas, à suivre les mots d'ordre anti-terroristes de la bonzerie.

L'alignement total des syndicats qui ne font plus qu'un avec l'appareil d'Etat est un fait reconnu de tous... à l'exception des intéressés et des partis (PCI notamment) qui chapeautent leur ligne générale. Dans le supplément "Europa" du Monde du 1er avril 1980, sous la plume de S. Devecchi (qui flâte l'évolution des syndicats vers une plus forte "participation") on peut lire notamment :

" Si le pouvoir des syndicats s'est accru dans les institutions, leur influence sur la base, en revanche, a relativement diminué, et leur crédibilité s'est affaiblie auprès de l'opinion publique, qui juge les syndicalistes en partie responsables des difficultés économiques italiennes. Mais il serait mesquin de ne pas leur reconnaître un mérite : celui d'avoir été un élément de stabilité démocratique, ( autrement dit " de défense de l'ordre bourgeois"!!! NDR) face à la débandade des partis dans ces années de terrorisme débordant ".

C'est un bref résumé de la situation, mais c'est aussi un appel aux syndicats à ne pas s'aveugler par leur rigidité tactique, mais à savoir adapter leur discours aux changements de situation. C'est là une condition pour le maintien de l'ordre.

## Italie : l'opportunisme, premier rempart contre le prolétariat

L'Etat démocratique bourgeois possède mille remparts pour se protéger des assauts de la classe ouvrière. Comme pour toute forteresse, l'Etat sait diversifier la fonction des multiples remparts et leur utilisation est définie pour les circonstances bien particulières. L'Etat italien peut quant à lui se vanter d'avoir comme premier rempart contre les assauts prolétariens une formidable ligne de syndicats formée de la CGIL, de la UIL et de la CISL. Par leur implantation dans la classe ouvrière, ils ont, tout au long de la contre-révolution qui suivit la dégénérescence de l'Internationale Communiste, constitué la courroie de transmission des intérêts généraux de l'Etat et de l'économie nationale. Pour ce demi siècle de bons et loyaux services, la bour-

geoisie a cédé quelques récompenses aux bureaucraties syndicales en leur offrant des sièges de responsables dans tous les ministères et autres rouages importants de l'Etat.

Jamais depuis ces dernières années la soumission des centrales syndicales à l'Etat ne fut si complète et sans limite. Les directions syndicales sont parties en bataille contre tous les éléments "perturbateurs" de l'ordre social, ouvriers combattifs, autonomes, etc, collaborant pour cela avec la police (et c'est là que se fondent les deux remparts), ont exigé des prolétaires l'arrêt de toute revendication salariale, combattu l'usage de la grève et appelé les ouvriers à retrousser leurs manches pour sauver l'économie nationale.

Vient de paraître  
Brochure « Le Prolétaire » N° 12  
**SOLIDARITE  
PROLETARIENNE  
CONTRE LE CONTROLE  
DE L'IMMIGRATION**  
Prix : 5 F

# Facettes de la politique du capital en URSS !

Le visage "socialiste" de l'URSS à bien de la peine à résister aux intempéries d'une certaine Réalpolitik propre à toute grande nation capitaliste. Nous voulons comme preuve supplémentaire de la nature capitaliste et impérialiste de l'URSS deux informations tombées récemment dans la presse.

Qu'est-ce qui caractérise mieux l'impérialisme d'une nation que son rôle de gendarme dans tel ou tel coin du monde, consistant au maintien général de l'ordre en assurant pour cela une présence militaire directe ou en apportant simplement l'aide en matériel ?

C'est ainsi qu'au Mali, l'armée qui exerce une sanglante répression sur les jeunes collégiens appelant à la lutte contre le régime en place du général Moussa Traore, est équipée pour son travail meurtrier autant en matériel russe que français (c'est là que se croisent les deux impérialismes Est et Ouest, unis dans la même tâche du maintien de l'ordre !)

Voici d'ailleurs la description du journaliste du "Monde" (avril 1980) :

" Depuis plusieurs semaines  
" se renouvellent presque  
" quotidiennement les mêmes  
" scènes de rue. Des véhicules légers et des camions soviétiques chargés d'hommes armés de Kalachnikov ou de fusils de fabrication française patrouillent en permanence dans les quartiers populaires. Equipés de casques lourds, des fantassins en tenue de combat, baïonnette au canon, protègent les accès de la maison de la radio et des principaux bâtiments publics, dont la maison du parti où se trouve le bureau du Chef de l'Etat."

Voilà pour ce qui est de l'aspect violent de l'impérialisme. L'impérialisme étant la politique du capital financier, voyons donc ce qui se passe du côté des banques russes. Dans la publicité d'une banque russe, pas n'importe laquelle puisqu'il s'agit de

la Banque pour le Commerce Extérieur de l'URSS, on pouvait lire ceci :

" Veuillez noter que la Banque pour le Commerce Extérieur de l'URSS accepte d'épargner les fonds des non-résidents en devises étrangères aux comptes à vue et de dépôt.

" Les fonds en devises étrangères inscrits sur ces comptes, ainsi que les intérêts accrus sont libres de toutes charges fiscales.

" Lesdits fonds peuvent être transférés à l'étranger à la première demande du possesseur du compte. En ce qui concerne les comptes à numéros et les dépôts, la Banque ga-

" rantit non seulement la conservation du secret bancaire de l'état du compte et des opérations effectuées sur ce compte, mais aussi de la personne même du possesseur de tel compte." ("24 H", 11.04.1980)

Voilà qui pourra surprendre nos braves démocrates "socialistes" suisses (surtout ceux qui ont toujours Moscou comme référence de socialisme) qui vitupèrent l'institution "anti-démocratique" du secret bancaire et qui partent en chasse contre tous les paradis fiscaux où les fortunes sont exonérées d'impôts ! Mais voilà qui ne nous surprendra nullement, car nous avons toujours affirmé la nature capitaliste de l'économie russe. Par conséquent les méthodes du capital russe ne peuvent pas être différentes des méthodes occidentales. Du point de vue du capital, aucune méthode pour concurrencer ses voisins n'est amoral. Il n'y a que la petite bourgeoisie arriérée pour rêver d'un capitalisme moral et propre !

## Grève au CERN

La grève des nettoyeuses de la SINET SA au CERN est exemplaire à plus d'un titre.

Elle est exemplaire d'abord parce qu'elle a montré une fois de plus, que l'arme fondamentale des prolétaires contre le capital, c'est la grève. Ces travailleuses étaient payées 6,37 francs de l'heure, au tarif français, par une entreprise suisse sous prétexte qu'elles habitent la France et qu'elles travaillaient avant pour ce tarif dans une entreprise française. En se battant pour 9.- francs de l'heure, tarif suisse, elles ne faisaient qu'exiger le minimum. Mais même pour ce minimum, le recours à la grève a été la seule arme efficace. Contrats, conventions et négociations ne sont rien d'autre que des chiffons de papier, et ce n'est que le recours au rapport de forces sur le terrain de l'affrontement direct qui est capable de faire ployer le patronat.

Ce qui est exemplaire dans ce petit mouvement de seulement une dizaine de prolétaires, c'est que la nécessité de l'extension de la solidarité a été ressentie comme une exigence de la lutte. Dans la même entreprise, la SINET, un débrayage de solidarité des nettoyeuses de "CINEGRAM" a été déclenché par les travailleurs suisses, payés au tarif suisse, pour appuyer leurs camarades du CERN. Cela est suffisamment rare pour être relevé, même si cette solidarité n'a concerné que quelques travailleurs.

Exemplaire, elle l'a été enfin, comme révélateur politique des positions des syndicats tant suisses que français et du PCF.

Deux jours après le début de la grève, les syndicats chrétiens de Genève, (l'USS n'était même pas dans le coup), la CFDT et la CGT se sont contentés de donner la possibilité aux grévistes de s'expliquer sous leurs étiquettes. Aucun de ces syndicats n'a fait la moindre propagande pour appeler les autres travailleurs à une solidarité active. Ils n'ont avancé aucune position donnant les orientations nécessaires pour que la grève sorte de son terrible isolement. Dès lors, il n'est pas étonnant que dans le tract du 29, les trois syndicats laissent les grévistes lancées seules ce pathétique appel à la solidarité : "Nous vous demandons de manifester votre soutien selon les formes que vous jugerez utiles" (!!! souligné par nous) .

Quant au PCF, ses remarques s'adressent surtout à la direction du CERN, et bien évidemment pas sous la forme d'une solidarité active avec les travailleuses en lutte. A propos de brutalités subies par l'une des grévistes de la part d'un des gardiens du CERN, le PCF embouche les trompettes de l'honorabilité : " De telles pratiques sont inadmissibles, ternissent l'image du CERN (souligné par nous) et rendent nos laboratoires impopulaires". Rien de moins ! Et pour



# CRT : méthodes de la paix sociale

La CRT (Confédération Romande du Travail, affiliée aux syndicats chrétiens) se targue d'être un syndicat "combattif", un syndicat défendant des méthodes de lutte en opposition avec celles qui enferment les travailleurs dans les limites de la paix du travail. Le peu de conflits parmi les travailleurs sociaux dont s'occupe principalement la CRT, rend difficile, autrement que sur la base des textes et prises de position de ce syndicat, une critique dans les faits de sa façon de mener les luttes. Car, c'est au travers des luttes que se révèle la vraie nature des syndicats qui proclament agir sur le terrain de classe.

Les syndicats de l'USS et de la Fédération suisse des syndicats chrétiens sont les défenseurs acharnés de la politique de paix du travail. Mais pour faire entrer en pratique cette politique, il ne suffit

redorer l'image affadie du CERN, le PCF affirme qu'il est "urgent que tout le personnel interviene auprès de "la Direction (notez le grand D) du CERN et des Etats membres responsables de sa gestion (décidément, au royaume des groupes de pression, le PCF entend donner des leçons au plus retors !!!) "pour qu'il soit mis fin à la surexploitation des travailleurs les moins payés et que les travailleurs hors "statuts soient intégrés au CERN.

"C'est une question de justice sociale et de respect des libertés. De plus c'est indispensable pour garantir l'avenir de tous les travailleurs "du CERN".

Et voilà, la boucle est bouclée. Loin d'apporter une quelconque solidarité réelle aux grévistes, le PCF en véritable chien de garde du capital appelle les travailleurs du CERN à faire pression, par des interventions dont la nature ne nous est pas révélée, sur l'Etat pour résoudre les maux dont souffrent les prolétaires les plus exploités.

Les grévistes de la SINET, en employant la seule arme, la grève, qui puisse soulager le Travail du poids que fait peser sur lui le capital, et en obtenant la plus part de leurs revendications, ont démontré à tous les prolétaires la voie à suivre. De même, en révélant la solidarité de façade des syndicats et les crapuleuses solutions du PCF, les grévistes de la SINET ont participé modestement au déblayement de cette voie.

pas de signer avec le patronat des accords anti-grève (car telle est la nature des clauses de paix du travail dans les conventions collectives), il faut encore pouvoir amener le prolétariat à les respecter. Pour cela, patrons et bourgeois ont mis sur pied tout un arsenal de tribunaux et de commissions diverses, mais toutes paritaires afin de servir de soupape de sécurité aux réactions ouvrières. Que font donc les syndicats lorsqu'un groupe de prolétaires dans une entreprise réclame une série d'améliorations sur leur salaire ou leurs conditions de travail ?

Tout d'abord, c'est courir dans le bureau du patron pour marchander les revendications ouvrières, et ensuite faire passer l'acceptation par le patron de l'ouverture de ces négociations comme une victoire pour les ouvriers. Le sentiment insufflé aux ouvriers par les directions syndicales d'avoir "arraché" quelque chose au patron suffit généralement à calmer la fougue ouvrière, et cela d'autant mieux si le bonze de service sait tenir un discours "dur" face aux ouvriers, sur le refrain bien connu : "nous ne flancherons pas devant les patrons, nous serons intransigeants (facile de l'être autour de la table de négociations!!!), nous montrons aux patrons que les ouvriers sont dans leurs droits (voyons, quels droits? ! la démocratie reconnaît bien formellement aux travailleurs le droit de réclamer plus de salaire, mais c'est le patron qui, de droit, décide s'il va satisfaire cette demande !!!), etc...".

Pour faire passer cette ouverture des négociations comme une victoire, il faut, pour réussir les meilleures conditions de cette mystification que les patrons se fassent tirer l'oreille, et refusent du haut de leur dédain patronal d'accepter de discuter avec les représentants syndicaux et ouvriers. La première règle d'or des patrons est donc : ne pas rentrer en matière tout de suite.

Ensuite, une fois les négociations ouvertes, il s'agit de prolonger les discussions, de les faire durer des semaines et des mois. C'est là la deuxième règle d'or. Pendant tout le temps des négociations, les ouvriers tra-

vailent, la production tourne, les bénéficiaires rentrent normalement, les actionnaires sont contents ! Le temps travaille au profit des patrons, pas à celui des ouvriers, car il est un puissant facteur de démobilisation. A force de ne voir rien venir, les ouvriers se lassent, les plus combattifs sont désorientés, écoeurés de ces manipulations au sommet et baissent les bras, les hésitants n'hésitent plus et rejoignent définitivement les rangs de ceux qui n'ont pas suivi le mouvement.

Peut-être sera-t-il nécessaire au cours des négociations de lancer une grève de courte durée, ou un débrayage, pour "soutenir" les négociateurs. Mais là aussi, ce ne sera qu'une manière de plus d'ouvrir une soupape de sécurité en décompressant la volonté de lutte des ouvriers.

Voilà en quelques mots le schéma traditionnel que les directions syndicales appliquent à chaque situation de conflit pour protéger la paix sociale et assurer la bonne marche des entreprises.

Voyons maintenant si la CRT, à la lumière des faits, défend d'autres méthodes.

- Au début de 1979, les travailleurs de l'institution médico-éducative l'Espérance, à Etoy, adoptent un cahier de revendications au demeurant tout-à-fait correct. Ils réclament :
- un salaire minimum pour tout le personnel, y.c. le personnel hôtelier.
  - une réduction de 10% des heures de travail (soit au plus 5 heures pour ceux qui travaillent 50 heures).
  - une compensation de renchérissement, non en pourcent, mais chiffrée et égale pour tous quel que soit le salaire, afin de diminuer le poids de la hiérarchie salariale.
  - la reconnaissance des droits syndicaux (commission du personnel, local, affichage,...)

Une fois la direction avertie de ces revendications, la CRT demande d'entrer en négociation. Il y a certainement des promesses faites de la part de la direction, mais le temps passe sans qu'elle accepte d'entrer en matière. Devant l'

( Suite en page 6 )

( Suite de la page 5 )

absence de riposte des travailleurs sur un terrain de classe, c'est-à-dire par la grève, la direction ne prenait évidemment aucun risque.

L'objectif défendu par la CRT ne fut donc pas de préparer le terrain pour imposer un rapport de force face à la direction et d'indiquer aux travailleurs qu'il n'y a que la voie de la lutte directe qui soit efficace, mais de faire de l'ouverture de négociation le point de fixation de la "lutte". Les travailleurs ne se battent alors plus pour leurs revendications, mais pour avoir la permission de poser leur cul à côté de celui du patron. Une année après l'établissement du cahier de revendications, la porte patronale reste toujours close. La CRT saisit alors l'Office cantonal de conciliation pour obliger la direction à négocier. L'Office de conciliation accorde raison au syndicat, et les négociations débutent en mars! Bien sûr, cette décision de l'Office n'est pas à considérer comme une victoire mais comme faisant partie des moyens de l'Etat et des patrons de faire piétiner les mouvements revendicatifs, mais pour la CRT la chose à valeur de victoire!

Comme on le voit, la CRT suit le même chemin que tous ceux qui sont responsables de l'impréparation des travailleurs à se battre avec leurs armes de classe.

L'objection classique des bonzes syndicaux pour justifier leur pratique démobilitante est d'affirmer qu'il n'est pas possible de faire autre chose étant donné que les travailleurs ne sont pas prêts à se battre par l'usage de la grève. Objection peu valable! Il suffit de montrer comment se comportent ces bonzes lorsque les travailleurs décident de se mettre en grève jusqu'à obtention de leurs revendications pour écarter cette objection. Lorsqu'une grève se déclenche tous les moyens sont bons soit pour l'étouffer, soit pour en limiter la portée. Par exemple, lors de la grève des verriers de Haefeli, l'année passée, la volonté de lutte des ouvriers ne permettait pas à la FCOM (Fédération chrétienne des ouvriers de la métallurgie) de s'opposer de front à ce mouvement. Mais la direction qu'elle prôna pour cette grève n'apporte que des leçons négatives. Parmi les "puissantes" pressions invo-

quées par la FCOM pour faire céder le patron, on trouve l'éternelle "menace" de traîner le coupable présumé en justice, cette justice qui n'existe que pour appliquer un droit qui sanctionne toute la domination du Capital sur le Travail!. Dans la chaise aux jaunes - affaire des prolétaires seuls - la FCOM envisageait de faire intervenir un corps répressif bourgeois, la police des étrangers, pour retirer le permis de travail aux briseurs de grève! Le sommet de la soumission de la FCOM à la légalité, fut atteint lors de la signature de la paix du travail chez Haefeli pour l'année 1980! Belle manière de terminer une lutte qui démontre bien que le soutien verbal à une grève d'un syndicat comme la FCOM n'est qu'un élément tactique permettant d'éviter que le brasier ne s'allume une seconde fois.

Citons encore l'exemple de la FST centrale (affiliée à l'USS) qui déclara lors de la grève des typos de l'imprimerie Studer à Genève en décembre passé que: " En aucun cas " le bureau du comité central " ne tolérerait une extension " de cette grève aux autres " imprimeries de Genève, décidée unilatéralement par " sa section "!

Si les travailleurs ne sont effectivement pas prêts à se battre sur le terrain de classe, le travail du syndicat n'en est que plus facilité. Chez les travailleurs sociaux des institutions, le niveau de combattivité est effectivement absolument nul; leur identification à leur boîte, les illusions qu'ils véhiculent sur leur fonction sociale, leur provenance sociale même, leur marginalisme idéologique style écologiste, les rend non seulement incapables de défendre leurs intérêts, mais encore les poussent parfois à se substituer au rôle de patron (notamment en engageant et licenciant eux-mêmes).

Dans de telles circonstances, prôner la négociation à tout prix, sonner à tout instant à la porte de l'office cantonal de conciliation, laisser planer l'illusion que le patron peut céder par la seule persuasion du discours verbal, ne fait qu'enfoncer un peu plus cette catégorie de "travailleurs" dans leur crétinisme légaliste. Dans l'immédiat c'est la défaite assurée, et pour le futur c'est renforcer des méthodes propres à la paix du travail qui rendront encore plus difficile l'engagement de luttes sur le terrain de classe.

## Une couche surexploitée : les travailleurs handicapés

L'humanisme bourgeois, avec sa cohorte de petits budgets d'aide à ceci ou cela sortis du compte-goutte de l'Etat ou de l'escarcelle d'or et d'argent de quelques bourgeois en mal de notoriété publique, est un des aspects les plus répugnant du chapelet de masques derrière lesquels se cachent les sordides réalités de l'exploitation capitaliste. Les travailleurs handicapés physiques ou mentaux et les handicapés des basses classes sociales subissent quotidiennement le cynisme de cet humanisme.

Grâce à un certain surplus des caisses de l'Etat (que l'Etat retire notamment de l'imposition fiscale sur les salaires ouvriers) et grâce à la "clairvoyance" de certains patrons (qui se demandent bien pourquoi le capital laisserait s'échapper de son emprise des forces de travail aptes à fournir un taux élevé d'exploitation), se sont développées un

certain nombre d'institutions sociales soudées par un but commun: "la réinsertion sociale".

Pour les patrons, le propre de cette "réinsertion" est de pouvoir leur fournir, généralement pour des travaux simples et fortement soumis à la productivité, une masse de travailleurs offrant à bon marché leur force de travail, et garantissant une bonne discipline, docilité et stabilité au travail. Cette discipline est évidemment facile à obtenir de la part de travailleurs isolés et soumis à des chantages grossiers tant du patron que de l'Etat par Assurance Invalidité (AI) interposées.

Pour l'Etat cette réinsertion est le moyen le plus sûr de s'assurer des économies sur les rentes qu'elle verse aux handicapés. L'argent investi par l'Etat dans les institutions l'

# L'OCS ET LA QUESTION SYNDICALE, OU comment tirer les leçons inverses de l'histoire

Dans le numéro 18 du supplément suisse au "prolétaire" nous donnions en quelques mots les raisons qui avaient présidées à la liquidation des CAS-GAS par l'OCS. Nous rappelions également brièvement la position que nous avons toujours défendue par rapport au CAS: celle de reconnaître dans cet organisme l'expression d'un réel besoin pour certains éléments d'avant-garde, écoeurés par la collaboration de classe des syndicats officiels, de se regrouper sur des bases de classe. Mais si nous avons depuis 76, toujours reconnu dans le CAS l'expression d'un besoin d'organisation élémentaire de défense de la classe, nous avons toujours critiqué l'orientation préconisée par les militants ma-

oïstes (Rupture, OCLDR puis OCS) de doter les CAS-GAS de préalables politiques.

Aujourd'hui, après la disparition des CAS-GAS, la position de l'OCS se révèle comme un suicide honteux derrière les syndicats officiels. Ce résultat peut paraître paradoxal, quand on se rappelle comment le CAS luttait contre les orientations collaborationnistes des syndicats il y a quelques années.

Lors de la création du CAS, les maoïstes spontanément répondaient non seulement à une exigence réelle du moment, mais cherchaient surtout à créer la base politique qui leur permettait de se développer en tant qu'organisation politique.

Lorsque nous critiquions les préalables politiques du CAS, ce n'était pas seulement parce qu'ils avaient un saveur de maoïsme, mais surtout parce qu'ils barraient la route à d'autres éléments repoussés par ces préalables. Il était évident pour nous que la disparition de ces préalables étaient les prémices à toute ouverture de cet organisme à tous les prolétaires prêts à se battre.

Pour les militants politiques maoïstes, les préalables étaient au contraire l'acquis essentiel à préserver. En étant parvenu à regrouper malgré ces préalables des éléments ouvriers d'avant garde, les maoïstes cro-

( Suite en page 9 )

est au même titre que celui qu'il libère pour toute autre école de formation professionnelle des prolétaires. Il s'agit de former les forces de travail à telle ou telle spécialisation, et ainsi diminuer l'aide sociale dispensée sous forme de rente en intégrant les travailleurs dans la sphère de production.

Ce système, s'il permet à l'Etat de justifier des rentes basses, ne permet pas, par contre, aux handicapés de vivre normalement. Le cynisme en matière d'exploitation atteint son comble lorsqu'on sait que l'immense majorité des travailleurs handicapés touchent un salaire aux pièces ou aux primes. Dans le même atelier spécialisé, un travailleur particulièrement affecté par son handicap touchera 1,- de l'heure alors que son voisin, moins atteint, touchera 10,-.

Prenons un exemple parmi les handicapés mentaux profonds. A la Fondation Delafontaine ont été créés 12 ateliers dit "protégés" (Ateliers de la Cordée, où les handicapés exercent une activité productive et non occupationnelle). La durée de travail y est de 25h 50 par semaine, mais pour certains qui ont de longs trajets pour se rendre aux ateliers, la journée dure jusqu'à 10 heures, temps de transport compris. Dans ces ateliers, les salaires horaires, pour un travail du type encartonnage, boulonnage, étiquetage, etc, vont de 0,50 à 1,80 à l'heure (soit 3,50 à 13,50 par jour)! Sur ce salaire dérisoire, qui ne joue surtout que le rôle de la carotte pour motiver les travailleurs au travail, il faut encore défalquer 9,- par repas de midi et 60% du prix

des transports. Compte tenu du fait que la rente AI moyenne est de 700,-, on peut déduire que le travailleur HM a pour vivre à la fin du mois:

| <u>Pour les plus bas salaires:</u> |               |
|------------------------------------|---------------|
| 21 jours×3,50=                     | 73,50         |
| Rente AI                           | 700,-         |
| Total                              | 773,50        |
| à défalquer:                       |               |
| Repas: 21×9,-=189,-                |               |
| Trajet: 21×3,-=63,-                |               |
|                                    | 252,-         |
| Reste:                             | <u>521,50</u> |

#### Pour les plus hauts salaires:

|                     |        |
|---------------------|--------|
| 21 jours×13,50=     | 283,50 |
| Rente AI            | 700,-  |
| Total               | 983,50 |
| à défalquer:        |        |
| Repas: 21×9,-=189,- |        |
| Trajet: 21×3,-=63,- |        |
|                     | 252,-  |
| Reste:              | 731,50 |

Quel est donc, parmi tous les fonctionnaires supérieurs de l'AI qui fixent les rentes ou les patrons "sociaux" qui fixent les salaires, l'humble ascète qui peut avec 500,- par mois payer son loyer, ses vêtements autres que ceux des institutions charitables, sa nourriture, sa pension, ses loisirs, tous les frais supplémentaires inhérents à son handicap, etc...?

L'exemple que nous avons donné avec ce cas extrême des HM profonds, n'est qu'un cas parmi mille autres du cynisme bourgeois.

Le sort des handicapés, autonomes sur le plan des tâches

de la vie quotidienne, qui travaillent hors des institutions, directement à la fabrique, n'est guère plus enviable. L'énorme difficulté qu'ils éprouvent pour trouver un travail les met à la merci de toutes les pressions patronales. Mais il n'y a pas qu'aux handicapés reconnus par l'AI que le capital réserve un sort misérable; il y a encore une masse énorme de prolétaires que leur travail a amoindri physiquement ou psychiquement, par les rythmes épuisants, par les conditions de travail, etc, et qui crèvent à petit feu.

La condition des travailleurs atteint dans leur santé ne peut que s'aggraver avec les directives données à l'AI dans le rapport Lutz (fruit de la cogitation d'une commission mandatée par l'Etat et dirigée par l'éminent prof. Lutz), directives élaborées pour donner à l'AI les moyens de diminuer le nombre des rentes accordées, et estimer plus sévèrement les taux d'invalidité dont dépendent les montants des rentes.

Dans tous les cas, les travailleurs handicapés se heurtent aux mêmes obstacles pour défendre leurs conditions d'existence. L'isolement des autres travailleurs, la dispersion des handicapés, le poids de l'idéologie bourgeoise selon laquelle le prolétaire handicapé doit surmonter sa condition par son ardeur au travail (le travail pour oublier!), l'absence totale de lutte de classe pouvant se solidariser sur le terrain de classe, autant de barrières à abattre pour sortir des sillons du vain espoir d'une solution légale aux problèmes des travailleurs handicapés.

# Syndicats chrétiens : à plat ventre devant la loi !

Une année après le lancement par le PST, POCH, PSA de l'initiative " Un emploi pour tous " ( voir notre article dans le "Supplément " No 17), voici que surgit une autre initiative des syndicats chrétiens (dont le texte exact n'est pas encore établi), sur le même thème; et cette initiative est bien entendue défendue par la CRT !

La manie de l'initiative fait encore des ravages, et prend d'autant plus d'ampleur que la crise capitaliste s'enlise et fait pression sur les conditions d'existence du prolétariat. La bourgeoisie peut être satisfaite car les amortisseurs sociaux fonctionnent à merveille: l'opportunisme offre deux fois de suite au prolétariat l'illusion que la défense contre les licenciements n'est pas l'affaire de la lutte de classe, mais celle des juristes qui ont le devoir d'écrire de "bonnes lois" favorables aux ouvriers !!! L'initiative des syndicats chrétiens réclame donc de l'Etat qu'il inscrive dans ses tables une série de mesures destinées à "défendre" les travailleurs contre les licenciements. Ils voudraient ainsi combler le retard existant entre la législation des autres pays européens, considérés comme très en avance sur la Suisse en matière de protection contre les licenciements. C'est pourquoi la CRT dans une brochure intitulée " Pour protéger les travailleurs contre les licenciements " passe en revue les différentes législations étrangères pour souligner que :

" Les autres pays d'Europe prévoient explicitement, dans leur législation, le droit du travailleur à ne pas être licencié sans un motif valable et des procédures visant à assurer le respect de ce droit " (p 41).

Voyons alors l'efficacité de cette protection juridique tant vantée. Pour cela dressons le tableau du chômage dans les divers pays qui servent de référence à la CRT (compte tenu qu'un chômeur est, à l'origine de son chômage, un licencié !)

|                 |                              |
|-----------------|------------------------------|
| Allemagne       | 1'037'000<br>(4.5% pop.act.) |
| Grande-Bretagne | 1'340'000<br>(5.5% pop.act.) |
| France          | 1'378'000<br>(6.3% pop.act.) |
| Italie          | 1'700'000<br>(7.6% pop.act.) |

Ce sont là les chiffres officiels de janvier 1980 et ils cachent une réalité pire encore!

Nous ne ferons pas plus de commentaire sur l'efficacité de la protection juridique du licencié ! Passons à une autre remarque de la CRT : " Les législations sociales des pays européens ont souvent été améliorées à la suite de négociations entre centrales syndicales et patronat, et souvent à la suite d'après conflits collectifs." Peut-être s'agit-il des conflits de la sidérurgie française, résolu par la signature des 21'000 licenciements entre les patrons et les syndicats, dont la CFDT, si idéale aux yeux de la CRT. Bien sûr, nous rétorquera-t-on il y avait là des motifs valables pour entériner les licenciements. Lesquels ? Mais la protection de l'acier français face à l'acier japonais, et donc la nécessaire restructuration de cette industrie !!!

Voyons donc maintenant le détail des arguments avancés par les syndicats chrétiens. Tout d'abord, ces syndicats invoquent le fait que lors des négociations pour les conventions collectives, les patrons s'appuient

sur les textes de lois en vigueur pour refuser tout "progrès" concernant les méthodes de licenciement des travailleurs. Par conséquent, disent nos bonzes blancs, nous ne pouvons rien faire puisque les patrons ont la loi pour eux et puisque nous refusons au nom de la collaboration de classe entre "partenaires sociaux", d'aller au-delà de ce que l'Etat nous permet par sa législation sur le travail !!! Puisque - ô grand jamais - nous ne voulons dire aux prolétaires que la loi est faite pour protéger les intérêts du capital et que les prolétaires ne doivent pas en accepter les conséquences, il ne nous reste plus qu'à modifier les textes de lois! Voilà, le raisonnement est élémentaire !

Ce que les syndicats chrétiens reprochent aux patrons ce n'est pas le fait de licencier, mais le fait que ces licenciements sont "discrétionnaires" et que les travailleurs ne sont pas associés à leur prise de décision. Car pour les syndicats ils existent deux types de licenciements : ceux qui sont

"justifiés" et ceux qui ne le sont pas. Or, selon eux, les patrons ont une fâcheuse tendance à considérer que tous les licenciements sont "justifiés". Il faudrait donc définir avec plus de précision et de restriction ce qu'on appelle licenciement "justifié et licenciements "abusif". Pour ces syndicats un licenciement est "justifié" lorsque les patrons ont apporté le "fardeau de la preuve" de la nécessité des licenciements (pour reprendre l'expression du secrétaire syndical de la CRT, B. Clément, lors d'un interview à la radio).

Ce qu'ils réclament, en plus, c'est que le contrôle des licenciements soit effectué par les Commissions Ouvrières d'entreprise. Lorsqu'on connaît le niveau de combativité des CO actuelles, leur composition (généralement des travailleurs carriéristes qui veulent se mettre en bon terme avec leur patron) et les liens de faveur qui existent entre les patrons et une bonne partie des CO, on ne peut être qu'effrayé par les décisions qui seront prises !

Le propre des méthodes de collaboration de classe est de dresser devant les prolétaires un imbroglio de lois et de procédures juridiques de manière à toujours pouvoir dévier leur réponse de classe aux attaques patronales vers des chemins tortueux où s'affrontent dans des joutes verbales les bonzes syndicaux et les représentants du patronat et de l'Etat. Les conflits sont ainsi neutralisés, l'apprentissage par les prolétaires de la lutte de classe est soigneusement évité, mais par contre, sort renforcé dans l'esprit de chaque ouvrier, l'illusion de la neutralité des lois, de la possibilité de battre son patron en lui balançant quelque article "328 ter, alinéa 2", ou autre, et de la vertu de la collaboration de classes.

Lorsque les patrons licencient, les prolétaires n'ont pas d'autre réponse à apporter qu'un refus global des licenciements, quelle que soit la raison, car du point de vue du capital, un licenciement est toujours justifié. L'arme des prolétaires pour s'opposer aux licenciements n'est pas de chercher à prendre en défaut sur le plan juridique leur patron, (ils auraient bien de la

peine - même si toutes les initiatives sur la protection de l'emploi étaient acceptées par le peuple !), mais d'utiliser leur arme fondamentale qu'est la grève sans préavis ni limitation préalable de durée.

Nous ne nions pas bien sûr (voir notre "plate-forme syndicale") que le mot d'ordre de "Non aux licenciements" soit correct en toute circonstance. Ce mot d'ordre a une valeur de principe; c'est un mot d'ordre de ralliement de tous les prolétaires pour que s'exerce la solidarité de classe la plus effective, la plus large. Mais dans certaines circonstances, comme dans le cas d'une faillite inéluctable, la directive que nous donnons est de lutter pour des indemnités les plus for-

tes possibles, et la revendication générale est donc : "Forces indemnités de licenciement!"

Lorsqu'on parle de lutte contre les licenciements, on ne peut pas éviter de parler de la lutte que doit mener la classe ouvrière en direction des chômeurs. Car il n'y a que les traîtres de réformistes pour oser affirmer que le capitalisme peut être aménagé dans le cadre même de l'Etat bourgeois pour éviter les licenciements. Le capital ne peut pas exister sans qu'il crée à côté de l'armée active des prolétaires une puissante armée de réserve. Le capitalisme c'est le chômage. C'est pourquoi la classe ouvrière doit lier sa lutte contre les licenciements à la lutte pour le sa-laire intégral aux chômeurs.

Si nous disons aujourd'hui, qu'un nouveau cycle est en train de s'ouvrir et qu'il ne peut que se terminer par l'assaut général du prolétariat contre l'ordre impérialiste, il est vrai que nous reconnaissons aussi l'énorme retard en Europe de la courbe sociale sur la courbe économique. Ce n'est pas le lieu dans ce bref article d'en disséquer les raisons, retenons simplement l'image que la machine étatique d'oppression bourgeoise a mis en place tout au long de sa domination, de puissants amortisseurs sociaux chargés d'absorber les cahots de sa route économique afin d'éviter les trop grandes secousses du véhicule social. Aussi donc, toute la question, pour les communistes, est de savoir la tâche essentielle dans une telle situation. Notre réponse, nous l'avons formulé dans ce mot d'ordre: "lutte pour la constitution du front prolétarien". Ce mot d'ordre ne signifie rien d'autre que la nécessité de lier aussi étroitement que possible les mouvements réels de lutte prolétarienne entre eux en recherchant à tout prix la solidarité active des autres prolétaires en lutte. Tisser ces liens horizontaux entre les luttes, briser les limites imposées par la division sociale capitaliste du travail et défendues par tous les larbins de l'ordre bourgeois, voilà en quoi consiste aujourd'hui modestement la colossale tâche des prolétaires en lutte. Voilà ce que nous communistes feront dans les luttes, voilà ce que nous disons aux prolétaires qui luttent. Aucun fétichisme de la forme dans tout cela, nous entendons lutter aussi bien dans les syndicats, quand ceux-ci regroupent, des travailleurs combattifs et non pas des cotisants (1), que dans les organismes syndicaux suscités par les luttes partielles, organismes que nous pouvons certaines fois être amenés à créer. Dans tout ce travail, notre but immédiat est de faire renaître l'exigence de l'associassionisme ouvrier.

Si nous définissons aussi modestement notre travail en liaison avec les luttes, c'est qu'aujourd'hui la tâche immédiate n'est malheureusement pas celle de montrer la nécessité de dé-

(1) L'OCS parle de dizaines de milliers de travailleurs regroupés dans les syndicats pour justifier son ralliement. Il s'agit bien sûr d'une aimable plaisanterie, car il ne faut pas confondre le travailleur moyen qui s'inscrit au syndicat comme on s'affilie à une caisse d'assurance, avec le travailleur qui confusément y voit un moyen pour se défendre.

( Suite de la page 7 )

yaient "sincèrement" qu'ils ne représentaient pas un obstacle insurmontable. Ce qu'ils n'ont pas vu, ou pas voulu voir, c'est que la croissance des CAS-GAS n'était pas due à leurs préalables politiques, mais était due au fait qu'ils répondaient de manière certes imparfaite, mais cependant réelle, aux exigences minima des quelques luttes qui se sont déroulées depuis 74. La crise de l'an dernier en est d'ailleurs la parfaite illustration. Avec la chute conjoncturelle, et donc la baisse inévitable de l'activité des CAS-GAS, leur dualité c'est transformée en conflit ouvert entre la base ouvrière et les militants politiques.

Que dans "Drapeau Rouge", l'OCS ne veuille pas voir la chose de cette manière ne nous étonne guère. Les solutions qu'elle propose aujourd'hui découlent des mêmes principes que ceux qui avaient prélué à la création du CAS:

1. Que l'élaboration du programme du parti révolutionnaire se fait parallèlement à la montée des luttes ouvrières.

2. Que la propagande communiste est à faire dans n'importe quelle condition, y compris en liaison directe avec les luttes partielles. Hier elle se faisait de manière confuse à travers l'activité propagandiste du CAS, aujourd'hui on propose de la faire directement avec l'OCS.

Ce deuxième principe est devenu beaucoup plus clair aujourd'hui. Du temps du CAS, les spontanéistes parlaient bien de la nécessité de constituer un organisme de classe stable, comme base à l'extension de l'organisation politique. La réalité était que pour les maës, le CAS ne pouvait se limiter à la stricte activité de défense classis-

#### L'OCS ET LA QUESTION SYNDICALE

te et devait assumer en partie les tâches mêmes de l'organisation politique, moyen pensaient-ils de lier les avant-gardes ouvrières à l'organisation politique.

En quoi consiste donc la position de l'OCS sur la question syndicale. Elle s'appuie sur un constat:

*" L'activité syndicale ne peut par elle-même résister aux effets de la crise capitaliste "* et sur une hypothèse:

*" Pour résister aux effets de la crise économique pour défendre les intérêts des travailleurs il faut construire le parti politique de la classe ouvrière en regroupant les travailleurs avancés et en s'implantant dans les grandes usines "*.

S'il est juste de constater les limites de la lutte immédiate, il est toutefois faux d'en faire un constat général, surtout sur la base d'une expérience aussi faible que celle menée par les CAS-GAS. La lutte défensive du prolétariat contre le capital est la base même sur laquelle s'appuie le parti de classe. Sans cette activité réelle de la classe, l'intervention des communistes est purement propagandiste et doctrinale.

Dans les situations contrerévolutionnaire les plus profondes, comme durant toutes les années du second après-guerre, la liaison du parti communiste avec la classe était quasi impossible en l'absence de tout mouvement réel de classe. Avec l'entrée en crise du capitalisme vers la fin des années soixante, le mouvement social s'est remis à bouger sous la poussée des contradictions matérielles. Pour les communistes, la nécessité de conquérir la tête du mouvement social renaissant était à nouveau à l'ordre du jour.

( Suite en page 10 )



## L'OCS ET LA QUESTION SYNDICALE

( Suite de la page 9 )

passer la lutte défensive contre le capital pour envisager la lutte offensive en vue de la conquête du pouvoir comme seule réponse aux questions sociales soulevées par le mouvement (situation prérévolutionnaire), mais elle est de faire admettre la nécessité de la défense sur des bases classistes comme seul moyen de s'opposer à l'aggravation des conditions générales de vie et de travail. Lorsque l'associationnisme ouvrier sera acquis comme base de défense immédiate, alors le dépassement de la situation défensive et le passage à l'offensive posera la question classique pour les communistes de lier la lutte immédiate avec la lutte générale, les revendications immédiates avec la lutte pour le socialisme.

Dans les pays de vieux capitalisme, la chaudière sociale est encore trop froide et l'agitation moléculaire qui en est la cause est encore trop faible. Ce qu'il faut aujourd'hui c'est élever cette température en amenant l'agitation sociale au point où elle se transforme en énergie mécanique, en énergie révolutionnaire. Ce n'est pas en indiquant à la locomotive, dont la chaudière est froide la direction à prendre qu'elle se déplace, mais c'est quand elle se déplace c'est-à-dire quand sa chaudière est chaude que l'on est dans la situation de la conduire quelque part.

Cela étant dit, revenons aux propositions de l'OCS:

*" Nous avons relégué (avec la CAS, NDR) l'agitation et la propagande communiste dans la classe ouvrière pour développer presque exclusivement une agitation et une propagande sur une base de classe. Au lieu de viser à regrouper les travailleurs avancés directement dans l'organisation communiste, nous avons créé des CAS-GAS qui de fait ont développé l'illusion que les luttes syndicales, les grèves pouvaient à elles seules résister aux effets de la crise capitaliste déversés sur les travailleurs "*

Cette citation montre l'incroyable confusion qui règne chez l'OCS sur la question syndicale, et sur celle des rapports entre parti et classe. Au lieu de voir l'obstacle auquel s'est affronté le CAS dans ses préalables politiques, elle le voit dans son caractère strictement d'organisme de défense immédiate alors que c'est justement cela qui lui aurait permis de continuer à survivre. En voulant substituer à la renaissance d'organisme de classe suscités par la lutte, l'organisa-

tion directe des éléments d'avant-garde dans le parti, l'OCS ne voit pas que c'est justement cette erreur dans le rapport parti et classe qui a fait exploser le CAS et qui demain sapera les efforts de la classe tendant de se réapproprier ses armes, condition essentielle pour la reprise générale de la lutte de classe.

Quant à la fin de la citation elle découle d'un misérable bilan des mouvements locaux de lutte. Si la grève ne peut s'opposer à la marche du capital, ce que le marxisme a toujours affirmé, cela ne signifie pas qu'elle n'ait aucun effet. Si la petite expérience passée du CAS montre l'extrême difficulté du prolétariat à retrouver ses armes de classe, cela ne signifie pas qu'utilisées sur de bonnes bases, elles ne se soient pas révélées efficaces! La grève de Matisa, une fois de plus, magnifiquement dirigée par son comité de grève, et bien secondée par un comité de soutien homogène sur les positions du mouvement, a prouvé que la grève est une arme redoutable quand elle est utilisée

clairement. Les échecs de la plupart des autres mouvements ne résident pas dans l'arme de la grève, mais dans le fait qu'elle était utilisée non pas comme la seule arme mais comme une arme parmi d'autres qui vont de l'arbitrage de l'Etat au tribunal de conciliation. Ne pas comprendre cela, c'est demain se faire le défenseur de toutes les armes honteuses colportées par la gauche syndicale qui prépare les vieux syndicats d'hier engoncés dans leurs habits de négociateurs paritaires, à devenir des organes plus souples pour absorber les inévitables conflits et dérapages de demain en vue de les amener comme toujours à la table de négociation une fois la paix sociale rétablie.

*" Aujourd'hui nous affirmons que les liens essentiels et stables du futur parti communiste avec les masses se fera par les syndicats, par la lutte politique en leur sein pour gagner les larges masses au communisme "*

Nous ne nous étendrons pas sur cette conception idéaliste

## Le communisme et la jeunesse

Sous l'aiguillon de la crise, le capitalisme met en branle malgré lui le mouvement prolétarien. Les couches qui se sont mobilisées les premières ont été celles dont l'existence est la plus précaire. Si ce constat est difficile à faire pour la Suisse, il est néanmoins vrai dans les pays limitrophes où la crise sévit avec plus de vigueur et encore plus vrai dans les jeunes capitalismes des pays de la périphérie.

Si nous prenons l'exemple de la France, les premières grandes luttes qui ont rompu avec la paix sociale dans le second après guerre, ont été menées par ce que la bourgeoisie appelle avec cynisme les "couches marginales du prolétariat"! Et quand elle les définit on s'aperçoit qu'elles regroupent la grande majorité du prolétariat: les immigrés, les femmes prolétaires et la jeunesse prolétarienne. En gros, pour les bourgeois, est considéré comme marginal tout travailleur qui n'est pas "national", de sexe masculin et père de famille.

Si dans la première moitié des années 60, les seuls mouvements de lutte ont été menés par des travailleurs immigrés, il est vrai qu'aujourd'hui les secteurs les plus divers du prolétariat sont touchés par l'impérieuse nécessité de lutter. Et dans ces secteurs, la couche la plus résolue est justement la jeunesse prolétarienne qui n'est pas encore chloroformée par le réformisme et dont la capacité de révolte est décuplée par les conditions bestiales dans lesquelles elle se trouve souvent réduite.

Voilà pourquoi les communistes entendent faire un effort tout particulier auprès de la jeunesse prolétarienne. Comme l'affirmait avec force le "projet de programme adopté au troisième congrès de l'Internationale des Jeunes" en 1924 ... " ... le caractère de classe de la société capitaliste est particulièrement marqué dans la situation actuelle de la jeunesse et dans sa position sociale. La jeunesse est divisée en deux camps: la jeunesse de la classe opprimée et la jeunesse de la classe dominante qui n'ont rien de commun, tout comme la classe exploitée n'a rien de commun avec la classe des exploités ... "

En intervenant auprès de la jeunesse, les communistes entendent évidemment relier ses problèmes spécifiques avec ceux du prolétariat tout entier. Et cela se traduit notamment par la nécessité de lutter contre "... l'utilisation que l'on fait de la jeunesse contre les travailleurs adultes auxquels elle est liée par sa situation de classe par la communauté de misère et de sang ..." (ibidem). S'impose donc immédiatement la nécessité de commencer la lutte contre les scandaleuses situations faites aux jeunes apprentis, utilisés par le patronat comme main d'oeuvre à bon marché et docile. Or, si hier encore, les apprentis pouvaient encaisser sans broncher la surexploitation de l'apprentissage, parcequ'ils avaient la carotte que demain avec leur papier en poche ils trouveraient un BON TRAVAIL PAS TROP MAL PAYE, aujourd'hui, avec l'approfondissement de la crise, cette certitude s'est transformée en doute. Si hier, un

du rapport parti et classe (pour une critique approfondie voir l'article "Misère du maoïsme", dans le supplément no 12). Disons simplement que le but des communistes n'est pas tant la conquête des larges masses au communisme - formule qui présume la conquête des consciences comme méthodes - que la conquête d'une influence prépondérante au sein des larges masses comme produit de l'intervention des communistes dans la lutte des classes et non comme le résultat de la seule propagande. Cette conception fautive qui s'inscrivait hier dans un antisindicalisme de type ultragauche, s'inscrit aujourd'hui dans un suivisme droitier. Ce changement tactique troublera plus d'un ancien militant du CAS. Mais avec les maoïstes il faut savoir que ce qui était mensonge hier est vérité aujourd'hui. C'est d'ailleurs avec de telles méthodes qu'on forme des générations de militants larbins et le stalinisme grand propagateur de ce genre de méthodes est tout naturellement la grande référence idéologique de nos staliniens made in Pékin.

Dans le numéro 11/79 de Drapeau Rouge on lit à propos du congrès FOBB:

*"La direction syndicale a repris en partie le bilan que de nombreux travailleurs à la base font depuis longtemps... Le président a déclaré: ... nous en avons assez d'être simplement considéré comme un facteur d'ordre".*

Et quel est le commentaire de DR devant une telle déclaration du pompier en chef de la FOBB? Rien, aucune remarque! On se félicite de cette nouvelle orientation. Mieux, on donne son accord, par un silence révélateur, à la solution tant de fois présentée et défendue par la gauche syndicale qui vise à ajouter un nouvel amortisseur à la machine d'oppression:

*"Tout d'abord, la paix relative du travail fait son chemin. (eh oui! c'est évident messieurs les stratèges, la direction syndicale se prépare à trahir les luttes de demain)... La FOBB n'a pas à respecter autre chose que ce qui est signé (soul. par nous) dans un contrat nécessaire ... etc."*

La chute est brutale. Désormais l'OCS ne s'oppose d'aucune manière à l'orientation gauche syndicale. Voilà donc à quoi se ramène toute les vaines polémiques tant de fois répétées contre la LMR: à l'alignement total sur la sociale-démocratie.

Dans sa lutte émancipatrice, le prolétariat devra affronter de nombreux ennemis. Désormais il devra compter, même dans ses luttes immédiates, avec l'OCS qui par tous les moyens cherchera à l'enfermer dans le giron syndical opportuniste. L'expérience des luttes en France et en Italie nous ont appris à juger sur le terrain le travail de sabotage des forces politiques cousines de l'OCS. L'absence de lutte conséquente en Suisse n'a pas donné à l'OCS l'occasion de confirmer son véritable rôle.

Préparer dès aujourd'hui les prolétaires à déjouer demain les obstacles que ne manqueront pas de dresser sur leur chemin les forces politiques du centrisme telle que l'OCS, telle est notre tâche.

jeune de 16 ans pouvait prétendre trouver une place d'apprentissage, la demande de force de travail étant liée à l'augmentation de l'indice de production, aujourd'hui les patrons sont dans la situation de pouvoir exiger un ... certain niveau scolaire (:) pour délivrer une place d'apprentissage. C'est ainsi que pour beaucoup de jeunes en fin de scolarité obligatoire, la crise se traduit par l'exclusion de la production.

Commencer à lutter contre les conditions de travail particulièrement précaires faites aux apprentis(1) et pour qu'ils obtiennent un salaire minimum qui leur permette de vivre décemment, luttes qu'il faut mener en liaison étroite avec celles que devra mener le prolétariat tout entier, voilà une tâche dont l'urgence n'est plus à démontrer. Diviser les prolétaires en couches concurrentes, voilà tout le secret de la politique salariale bourgeoise, car c'est là le plus sûr moyen de provoquer l'abaissement général du salaire moyen jusqu'à sa valeur. Lutter pour que les apprentis soient considérés NON COMME DES ELEVES à qui le patronat a la gentillesse d'accorder une aumône, MAIS COMME DES PROLÉTAIRES à part entière, voilà sur quelle base principale les communistes entendent travailler avec eux.

Mais les communistes entendent également lutter non seulement sur le terrain de la production mais aussi sur celui de l'école, non pour réclamer une meilleure formation professionnelle mais pour montrer que "... l'école bourgeoise donne aux jeunes le peu de connaissances qui leur est nécessaire pour être des esclaves capables et serviles du capitalisme à l'

usine, à l'armée et dans la vie politique". (ibidem). Toute autre considération sur l'école ou la formation en général ne peut que se situer sur le terrain boueux du réformisme. Les communistes n'organiseront jamais les jeunes sur ce terrain et combattront au contraire vigoureusement cette orientation qui ne peut pas ne pas apparaître lors de la reprise d'un mouvement de lutte aussi timide soit-il. Le lancement de plusieurs initiatives sur la formation professionnelle en est d'ailleurs la preuve immédiate. (Cf no 20 du sup. suisse au prolétaire)

Quand à la jeunesse encore en âge de scolarité obligatoire, les communistes n'hésiterons pas à leur fournir toute l'aide matérielle et logistique nécessaire pour lutter contre toutes les mesures répressives qui sont destinées à étouffer toute velléité de révolte et d'éveil à la lutte de classe, surtout si celle-ci consiste à se lier avec le mouvement des luttes du prolétariat.

En fin, et c'est là l'un des terrains les plus fertile pour demain, les communistes entendent lutter au sein de l'armée bourgeoise en développant l'antimilitarisme de classe, seule position qui permette de lier les luttes des prolétaires "sous l'uniforme" avec celles menées par leurs frères de classe dans le civil. Car c'est un fait bien connu, les soldats du contingent sont en majorité des prolétaires. En Suisse, où l'armée est intimement liée à la vie civile, la division des classes sociales se reproduisant presque automatiquement au sein de l'armée en soldats et officiers, les rapports hiérarchiques sont identiques. Le prolétaire qui lutte à l'usine s'affrontera durant

son temps d'armée à son officier qui dans le civil est un bourgeois. Il est donc d'autant plus aisé de montrer que l'armée n'est rien d'autre que l'armée du capital. Le défaitisme révolutionnaire est le thème général sur lequel les communistes entendent se battre afin de préparer la classe à refuser l'embrigadement national. Tout travail conséquent dans l'armée passe par une préparation de la jeunesse prolétarienne sur ce terrain. Il sera notamment utile de montrer le lien qui existe entre la nécessité de rompre aujourd'hui avec les défenseurs de l'économie nationale pour rompre demain avec ceux qui demanderont une fois de plus à la classe de se mobiliser pour défendre la patrie. La lutte contre le chauvinisme économique est la même que celle contre le chauvinisme "national".

Tout cet immense travail, devra se faire en liaison avec les organismes de lutte dont la jeunesse prolétarienne ne peut pas ne pas se doter dans sa lutte immédiate contre l'ordre bourgeois. Mieux, dans certaines circonstances, les communistes entendent prendre l'initiative dans la création de ces organes de lutte immédiats, car ils sont la prémisses indispensables à tout développement du parti au sein de la jeunesse.

La jeunesse prolétarienne, c'est le parti de demain. Voilà pourquoi elle a toujours été l'objet d'une attention particulière des révolutionnaires.

(1) On se souvient que nos camarades étaient intervenus à Genève dans un Comité qui s'était créé en automne 79 à la suite de l'accident mortel d'un jeune apprenti chez Natural Lecoultré.



# Staline et les maos

Dans ses "documents politiques du congrès de fondation" d'avril 77, dont nous avons critiqué en son temps plusieurs chapitres, l'OCILDR, aujourd'hui l'OCS, avait défini sa position doctrinale sur la "question de Staline". Comme cette question n'a pas encore reçu de correc-

tion bien qu'elle pose problème pour plus d'un militant de la base. Nous publions aujourd'hui la critique faite il y a 3 ans car elle permet de définir quelques repaires théoriques, historiques et surtout programmatiques sur cette question essentielle.

\* \* \* \* \*

## - DU STALINISME

### ET DE SA FONCTION HISTORIQUE

A propos de staline, on prétend avec justesse que la question :

*" (la question de STALINE) ... tranche entre communistes et opportunistes au sein du courant marxiste-léniniste "*

mais on affirme tout de suite après :

*" Il n'existe pas de "STALINISME" comme doctrine révisionniste ... "*

pour interpréter en matérialistes :

*" ... le concept de "STALINISME" a cependant une base objective: les erreurs de type révisionnistes développées par le PCUS sous la direction de STALINE "*

Fort bien ! Mais d'où proviennent ces erreurs ? Voilà la question !

Bien sûr, DR ne répond pas puisqu'il a cette tendance à toujours renverser les relations causales, en prenant les effets pour les causes et réciproquement.

Un peu plus loin : "Révisionnistes et Trotskistes ... réduisent ces erreurs en la personne de Staline à la direction du PCUS..., en refusant d'en faire l'analyse scientifique".

Magnifique, nos maoïstes vont donc enfin nous donner l'analyse scientifique de ces erreurs! La cause de tout cela c'est le ... révisionnisme !!! "Il existait dès la naissance du PCUS". Un peu plus loin : "Les erreurs du PCUS ont permis le développement du révisionnisme moderne".

Apparemment nous n'avons pas fait un seul pas vers une quelconque explication.

#### Résumons :

Base du stalinisme : les erreurs révisionnistes.  
D'où viennent les erreurs : du

révisionnisme préexistant dès la fondation du PCUS.  
Et d'où vient le révisionnisme: des erreurs du PCUS ?!!!

C'est sans doute ce qu'on appelle de la dialectique des contradictions du côté de Pékin. Ce qui est sûr c'est que DR est incapable d'apporter la moindre explication aux phénomènes des "ERREURS".

## - STALINE DEFENSEUR DE LA THEORIE

*".... fut essentiel chez Staline: la défense et la sauvegarde du marxisme-léninisme"*

*" ... sur toutes les questions politiques fondamentales ... Staline a défendu le marxisme contre l'opportunisme et le révisionnisme "*

*" Staline a défendu le léninisme ... face à tous les courants opportunistes dont les propositions conduisaient à la liquidation de la révolution, notamment ceux dirigés par Trotsky et Boukharine. Contre ces courants, il a SYNTHETISE ET APPLIQUE LA THEORIE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS avancée par Lénine "*

Refusant d'analyser les causes matérielles de la dégénérescence du parti bolchévik et de l'IC, ce qui leur aurait peut-être permis d'expliquer scientifiquement "les erreurs de Staline", nos maoïstes en viennent tout simplement à renverser tout le processus de dégénérescence en affirmant sans démonstration que Staline défendit le patrimoine doctrinal, alors qu'il fut l'agent dans le domaine de la Théorie des falsifications qui sont à la base du maoïsme lui-même.

C'est tout naturellement qu'ils arrivent à faire de Lénine le père de la Théorie du socialisme dans un seul pays.

Cela prouve trois choses :

1. Que les maoïstes ne connaissent pas ce qui est la base né-

cessaire pour que le socialisme soit possible, à savoir la grande industrie et la disparition de tous les modes de productions archaïques, conditions qui n'existaient pas dans la Russie des années 20 (pas plus qu'elles n'existent dans la Chine d'aujourd'hui) et la victoire de la révolution dans les principaux pays développés (condition qui ne s'est pas réalisée).

2. Qu'ils ne sont pas à même de comprendre, non pas la nuance mais la différence fondamentale entre construire en Russie les bases pour le socialisme - c'est à dire, développer les forces productives à travers l'extension du capitalisme - et "construire le socialisme", ce qui est une formule peu correcte car le socialisme apparaît non pas en étant construit mais en détruisant les rapports de productions capitalistes et l'Etat qui en assure la survivance.

Quand à l'édification du "socialisme dans un seul pays" non seulement elle était impossible dans la Russie arriérée des années 20, mais elle est en tout temps et en tout lieu une ineptie :

"L'impossibilité de construire une société socialiste isolée est déterminée pour divers pays, à divers degrés, aussi bien par le développement insuffisant de certaines branches que par le développement "EXCESSIF" de certaines autres. Dans l'ensemble, il signifie justement que les forces productives actuelles sont incompatibles avec les CADRES NATIONAUX". (L'Internationale Communiste après Lénine, ). Voilà ce qu'écrivait Trotski lorsqu'il luttait contre la nouvelle orientation prise par le Parti notamment à travers le mot d'ordre de "socialisme dans un seul Pays".

Le socialisme est international ou il n'est pas. L'autarcie est un rêve de petits bourgeois car le capitalisme développe le commerce mondial en se foutant pas mal de la nature juridique de la propriété (privée ou étatique).

3. Que la malhonnêteté intellectuelle des maoïstes, doublée d'une sérieuse couche d'inaptitude physique à lire ce qui est écrit, n'a d'égal que leur fanatisme encenseur vis à vis de la pensée-mao-tsé-toung et de son père spirituel, véritable créateur - dans la sphère de l'idéologie - du "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS", Staline.

## - STALINE VAINQUEUR DU FASCISME

*" Il adinigt ultérieurement la lutte contre le fascisme et le nazisme "*

Dans son hymne au "géant", l'OCDR fait de Staline le vainqueur de la peste brune.

Avec une telle affirmation, nos maoïstes rejettent et l'internationalisme (la croisade des démocraties libérales contre les puissances de l'Axe ne concernait en aucun cas le prolétariat mondial) et le défaitisme révolutionnaire (déclarer la guerre à la guerre, en soulevant dans les pays belligérants la violence de classe des prolétaires contre leur propre Etat national).

Quand au "pacte de non-agression germano-russe" de 1939 avec son protocole additionnel concernant le partage de la Pologne entre la Russie et l'Allemagne, c'est sans doute là le sommet de la "politique antifasciste". Surement que nos émulés "du petit-père du peuple" y voient une contradiction secondaire de la politique russe, à moins qu'il ne s'agisse d'un procédé tactique !!! De toute façon nous n'en serons rien, cette question n'étant même pas soulevée, pas plus que n'est soulevé l'aide soviétique à l'écrasement de la révolution Espagnole.

## - LA CONTRE-REVOLUTION STALINIENNE "NE PROUVE RIEN"

*" Les plus graves erreurs révisionnistes du PCUS ne suffisent pas à le faire changer de nature "*

Par une telle affirmation, le point de vue idéaliste de nos maoïstes est à nouveau porté en avant.

Si donc, des actes humains ne reflètent plus un mécanisme fondamental ancré dans le tréfond de la société, c'est tout le matérialisme qui est rejeté.

Une classe, un parti peut donc agir d'une certaine manière sans que cela prouve quoique ce soit.

Le parti peut éliminer la vieille garde bolchévique, proclamer "construction du socialisme dans un seul pays" le développement de l'accumulation capitaliste, défendre les intérêts nationaux en brisant la révolution espagnole et en traitant avec l'impérialisme allemand, participer au partage impérialiste de Yalta et imposer aux soi-disantes "démocraties populaires" le nouvel ordre impérialiste du Kremlin sans que

cela prouve quoique ce soit !

Allons, allons, messieurs, votre ensencoir ne vous permet plus de voir la réalité "concrète" - et pourtant vous aimez cela - , il vous noie dans un brouillard qui vous empêche d'avoir cette "attitude scientifique" dont vous aimez tant vous parez.

Le capitalisme serait revenu par un coup d'Etat ! "Joukov et ses chars", "le XXè congrès", "Krouchev et Molotov" les voilà enfin sur la scène historique ces authentiques représentants de l'accumulation bourgeoise! Mais alors, avant le XXè congrès, nous étions en plein socialisme, la lutte de classe continuant à se dérouler au sein du Parti, et voilà t'y pas que Krouchev et "sa clique de renégats" s'empare du pouvoir et RESTAURE le CAPITALISME.

Le schéma est connu, il est de la plus pure conception made in Pekin. L'OCDR connaît ses sources ! Malheureusement le capitalisme ne se restaure pas, par un coup d'Etat ou par la volonté de qui que ce soit, une fois celui-ci disparu, pas plus que nous pouvons aujourd'hui restaurer le féodalisme !

La dialectique nous apprend que toute entité possède sa propre "évolution-révolution" dans la dynamique de ses constituants contradictoires.

Expliquons-nous. Pour qu'il y ait capitalisme, il faut qu'il existe au moins le Capital et son contraire dialectique le Travail. Mais pour que ces deux termes existent il faut que l'ensemble de leurs conditions d'existence soient présentes, à savoir : le SALARIAT.

Suivons nos maoïstes : le socialisme est réalisé ! Capital et Travail ont disparu ainsi que la relation qui conditionne leurs existences : le salariat.

Un coup d'Etat, et voilà que Capital et Travail renaissent! D'où vient cette renaissance ? Pas de réponse à cette question, et pour cause. On ne peut à la fois prétendre vouloir expliquer la question de Staline et refuser de voir à travers lui toute la contre-révolution triomphante en Russie.

Après l'échec de la révolution européenne, le parti bolchévique s'est fait broyer par ses tâches de développement gigantesque des forces de productions capitalistes. Staline ne fut que l'exécuteur des

basses oeuvres au sein du Parti, en éliminant par vagues successives toute la vieille garde bolchévique et en révisant tous les fondements du communisme scientifique.

Toute autre interprétation de l'histoire de la révolution russe ne peut que tomber dans l'idéalisme subjectif :  
- Staline auteur de la contre-révolution,  
- ou, Krouchev restaurateur du capitalisme.

## - STALINE ET LE COMMUNISME

Chef d'oeuvre d'analyse scientifique. Avant de commencer l'analyse on nous donne déjà la conclusion :

*"Pour résoudre tout problème, éviter le subjectivisme, particulièrement sur la question de Staline, les communistes doivent toujours partir :*

- d'une position idéologique prolétarienne: Staline est un grand dirigeant communiste.
- d'un point de vue ...
- d'une méthode ...

La position idéologique prolétarienne, messieurs les métaphysiciens est celle qui consiste :

1. A analyser froidement les faits, en ayant chaque fois en mémoire qu'à toute manifestation d'un phénomène y correspond ses conditions d'existence.

Au salariat généralisé en Russie correspond le capitalisme, c'est à dire la division de la société en deux classes principales : Capital et Travail.

Au stakanovisme productiviste (réaliser le plan quinquennal en 4 ans !!!) correspond la dictature féroce des lois du développement capitaliste.

A une politique de grande puissance correspond l'Etat impérialiste.

Au stupide culte de la personnalité correspond l'arriération politique et mentale du "peuple".

A l'Etat policier une dictature de classe, à la répression anti-ouvrière un état bourgeois.

2. A reconnaître la période stalinienne non pas comme la déviation d'un homme ou d'un groupe de dirigeants, mais comme le résultats d'une série de déterminations qui trouvent leurs fondements dans l'arriération

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

du développement capitaliste en Russie et dans l'échec de la révolution européenne.

Tout le reste n'est que contorsion politicarde et confu-sionnisme en théorie.

#### - OU L'ON REVENDIQUE SA FILIATION AU PCS DES ANNEES 30

"... Dans ce processus nous devons affirmer que nous sommes les réels continuateurs du PCS d'avant-guerre ..."

Rien de plus normal que cette conclusion. Néo-staliniens de fait, nos maoïstes revendiquent clairement leur filiation idéologique et politique.

C'est bien le seul mérite que l'on peut leur attribuer.

Se revendiquer d'un parti de l'Internationale stalinisée, sans faire référence aux périodes qui ont caractérisé la politique de l'IC et du Komintern, c'est revendiquer à la fois la tradition prolétarienne des premières années et le soutien total de "la patrie du socialisme" des années suivantes. C'est admettre sans critique toute la série des tournants de gauche et de droite qui aboutirent au frontisme et à la collaboration de classe et à l'alignement sur les positions opportunistes les plus droitières de la sociale-démocratie.

Gageons que nos maoïstes, toujours à la recherche des vérités éternelles du marxisme" sauront justifier "concrètement" leur pratique sur la base d'une tradition aussi claire.

Cependant, lorsque l'on s'aligne sur les positions d'un Etat, qu'il fût la Russie ou la Chine, on se prépare à une série de reniements qui ne font que suivre les fluctuations de la politique de ces Etats. Les communistes de l'Internationale dégénérée des années 30 ont été amenés à justifier tous les reniements de Moscou au nom de la "défense de la patrie du socialisme". De la trahison de la révolution chinoise de 27-28, au traité Staline-Hitler en passant par l'écrasement de la révolution espagnole, l'alignement sur Moscou a servi de couverture aux positions les plus abjectes.

Aujourd'hui, le ralliement de certains courants maoïstes à Pékin se traduit par les mêmes positions de larbin.

Ce qui hier encore était mensonge devient aujourd'hui vérité supérieure. Si l'Etat

chinois, dans le changement officiel de ses positions et arguments peut au moins invoquer la défense inconditionnelle de ses intérêts nationaux bourgeois, les maos occidentaux n'ont eux que leur âme de larbins pour justifier leurs courbettes aux maîtres de Pékin.

Dans le numéro 12 de 1979 de "le drapeau rouge", un article écrit par un correspondant soulève un certain nombre de problèmes concernant la "question de Staline" :

- les déportations ...
- les procès truqués ... et l'assassinat de Trotsky
- le pacte germano-soviétique et ... le partage de la Pologne
- les falsifications de l'historiographie officielle ...

Ce sont là, entre autre, quelques questions auxquelles tout militant sincère ne peut manquer de répondre. Ne peut se revendiquer du glorieux nom de communiste celui qui par des contorsions théoriques cherche en vain à justifier rien moins que la liquidation physique du véritable parti communiste de Lénine, par la violence contre-révolutionnaire des forces bourgeoises à l'échelle internationale, qui prit la forme en Russie de la contre-révolution stalinienne.

Si donc, il faut se féliciter que dans le journal d'une organisation qui se veut aussi disciplinée que l'OCS paraisse un article soulevant de telles questions, il faut noter que le chapeau introduisant cette contribution annonce pour le numéro suivant une réponse de la rédaction aux questions soulevées. Or, il se trouve aucune réponse dans le numéro de janvier et depuis aucun numéro n'est plus paru. Aussi sommes nous restés sur notre faim !!!

Depuis que Pékin remet en cause certains principes qui lui avaient permis de se démarquer idéologiquement de son rival du Nord - comme la critique du révisionnisme - on se doute qu'il doit être bien mal aisé d'être maoïste aujourd'hui en se revendiquant toujours de Pékin !

Gageons que le numéro du mois de mai justifiera tout et que la position énoncée sera LA VERITE jusqu'au prochain tournant de la politique de Pékin.

"Hegel fait quelque part "cette remarque que tous les "grands événements et personna-ges historiques se répètent "pour ainsi dire une deuxième "fois. Il a oublié d'ajouter : "la première fois comme "tragédie, la seconde fois "comme farce" Marx, le "18 brumaire de Louis Bonaparte" de 1851.

La tragédie de l'Internationale stalinisée avec ses successions de reniements et de trahisons a son pendant comique dans la courbe historique du mouvement maoïste occidental.

**Soutenez la presse  
du Parti !  
Abonnez-vous !**

**Presse internationale**

Commandes au

Editions Programme  
32, rue Pré du Marché  
1004 LAUSANNE

## A propos de transition

Que tous les partisans d'un gradualisme entre le capitalisme et le communisme (dans lequel Marx englobe le "communisme inférieur" ou socialisme, dans le texte cité plus bas), faisant passer le processus de transformation de la société par une étape intermédiaire nécessaire de "gouvernement de gauche PC-PS" (qu'ils baptisent de surcroît "gouvernement ouvrier"), se remettent en mémoire ce passage de la "Critique du programme de Gotha" de Marx, cité par Lénine dans "L'Etat et la révo-

lution":

"... Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ..."

On est loin, très loin, de l'Etat de transition dirigé par la "Gauche", qui reste exclusivement l'Etat de la domination du capital!

# Interventions du parti

En diffusant ci-dessous quelques extraits des tracts que nous avons diffusés ces derniers mois, nous ne voulons pas nous borner à donner un aperçu du contenu de notre propagande, mais nous rappellerons aussi le sens de toutes nos actions dans la situation d'aujourd'hui.

Ce qui distingue les communistes est qu'ils possèdent une vision matérialiste et dialectique de l'histoire des hommes et du devenir de cette histoire, et "dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité". (Marx "Le Manifeste" 1848). Notre activité immédiate, propre à la "phase de développement" actuelle, n'est donc pas liée à des seules perspectives immédiates, mais s'acharne à montrer les intérêts généraux de la classe au travers des conflits partiels.

Le prolétariat ne pourra s'affranchir des chaînes de l'esclavage salarié qu'en détruisant par sa force de classe, organisée et dirigée par le Parti, le Capital qui le domine. Mais cette force destructive ne s'exercera pas sans un long apprentissage de la lutte de classe et sans que soient établis des liens étroits entre la classe et le parti. L'assaut final contre les bastions bourgeois sera l'aboutissement d'un long processus - qui peut être raccourci brutalement par la violence des attaques du capital - au travers duquel le prolétariat passera par mille expériences. Mais ces expériences n'auront un sens pour l'avenir du mouvement que si elles contribuent chacune de la même manière à renforcer l'unité et la cohésion du prolétariat sur son terrain de classe. Cette marche en avant du prolétariat, qui débute au sein même de l'usine par la lutte classiste pour des revendications matérielles, ne peut évidemment pas dépasser le niveau de la lutte immédiate, type trade-unioniste, si le Parti n'affirme pas sa présence et sa direction dans cette lutte pour lui donner une orientation de classe et affirmer ainsi l'indépendance du prolétariat. Cette préparation du terrain de classe fait partie de toute la préparation révolutionnaire du prolétariat.

La préparation révolutionnaire n'est pas l'attente du jour J où le prolétariat s'armera par enchantement pour prendre le pouvoir. Si la prise du pouvoir est

bien le but ultime de la préparation révolutionnaire, ce n'est que le sommet de la courbe générale de la lutte de classe dont il s'agit de connaître les croisances et les décroissances pour orienter l'activité du parti.

Lorsque Marx écrivait le "Manifeste" en 1848 pour faire connaître les principes du communisme et ses buts finaux, il posait l'un des points de départ de cette courbe, qui allait connaître une forte ascendance jusqu'à la Commune de Paris.

En 1926, la Gauche italienne, qui donna naissance au PC d'Italie, se trouve dans l'impossibilité par sa lutte théorique et politique, et étant donné son faible poids dans le rapport des forces politiques internationales, de faire changer le cap de l'Internationale Communiste qui s'installe dans le centrisme. A ce moment s'ouvre alors pour elle une nouvelle phase, où sa tâche ne sera plus d'organiser le prolétariat révolutionnaire sur le terrain même, comme s'était le cas quelques années auparavant, mais de s'atteler à la défense, contre le déviationisme, du marxisme dans son intégralité pour assurer la continuité doctrinale par dessus les dépressions historiques de la lutte de classe. Cette défense du marxisme faisait partie, en priorité, des tâches de préparation révolutionnaire, qui allaient permettre de transmettre d'une génération de révolutionnaires à une autre tout le programme de classe du prolétariat.

Face à toutes les falsifications que subit toujours la doctrine du prolétariat - falsifications qui ne font que se multiplier sous toute variante - ou devant sa négation pure, le Parti doit toujours défendre le patrimoine marxiste. Cette tâche fait toujours partie de la préparation révolutionnaire et le Parti ne peut l'assumer aujourd'hui qu'avec plus de force, ayant derrière lui une longue expérience de la lutte théorique et politique. Mais aujourd'hui la préparation révolutionnaire ne peut se limiter à la défense du patrimoine; le Parti affirme sa présence dans les luttes immédiates pour donner à chaque occasion de la lutte l'orientation qui la pousse vers le terrain de classe et pour tisser les liens entre la classe et le Parti.

Combattre les discussions stériles qui ont lieu dans les

syndicats, notamment à la FTMH, sur le renouvellement de la Constitution suisse; combattre la propagande bourgeoise qui pousse le prolétariat, avec l'aide de l'opportunisme, à s'allier derrière les intérêts du capital; appeler les prolétaires de Baumgartner à s'organiser et à se battre avec leurs armes de classe pour défendre leurs camarades licenciés, sont autant d'interventions qui se placent sur ce terrain de la préparation révolutionnaire du prolétariat, même si les résultats de ce travail sont encore invisibles aujourd'hui :

**LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A ESPERER DE LA NOUVELLE CONSTITUTION FEDERALE !**

Prolétaires, camarades,

Depuis un certain temps la nouvelle Constitution devient l'objet de tous les débats. Maintenant ce débat est porté à l'intérieur des syndicats par la bonzerie centrale. En réalité, que signifie pour les ouvriers cette Constitution en gestation?

La constitution c'est le code juridique général qui sanctionne la forme de la domination du Capital sur le Travail. Des principes de la Constitution sont tirées toutes les lois et ordonnances sur lesquelles l'Etat s'appuie pour justifier sa domination de classe aux yeux des prolétaires. Mais l'Etat ne plane pas au-dessus des intérêts de classe, il n'est pas un "arbitre, neutre", il défend exclusivement les intérêts du capital en s'entourant notamment d'un arsenal de lois légalisant sa répression lorsque la classe ouvrière sort des étroites limites de l'inoffensive action légale et paritaire. (...)

Prolétaires, camarades,

**Quel que soit le texte exact de la Constitution, il exprimera toujours la toute-puissance de la dictature du capital. Le prolétariat n'a pas d'autres moyens de se défendre contre les attaques incessantes que SON UNION ET SA FORCE DE CLASSE. (...)**

La Constitution fédérale prévoyait pourtant que tous les citoyens sont égaux, que les ouvriers ont le droit de s'organiser syndicalement et d'avoir ouvertement une activité syndicale; mais dans les faits les patrons se torchent avec cette Constitution, licencient et répriment comme bon leur semble, avec l'aide de l'Etat si nécessaire. Toutes les "garanties légales"

( Suite en page 16 )

## Interventions du parti

( Suite de la page 15 )

ne sont que des supercherries, la réalité montre tous les jours que là où les prolétaires ne sont pas capables de construire un puissant rapport de force en leur faveur dans l'action directe ils se font systématiquement écraser par l'Etat et les patrons.

Aujourd'hui dans les syndicats, les ouvriers doivent, face à toutes les catégories d'opportunistes qui s'agenouillent devant leur texte fédéral sacré, se rallier sur cette directive :

" C'est par notre action de classe, par notre unité, par l'extension des luttes aux autres entreprises et non en semant des illusions sur la Constitution que nous imposerons nos revendications et garantirons nos acquis !"

déc. 79

CONTRE TOUS LES FRONTS IMPERIALISTES!

POUR LA GUERRE DE CLASSE INTERNATIONALE CONTRE LE CAPITAL !

PROLETAIRES, CAMARADES,

L'armée russe sévit en Afghanistan, au nom de la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme étranger. N'est-ce pas aussi en prétextant une menace russe que les légionnaires français ont sauté sur Kolwezi, ou en prétextant une intervention libyenne que les paras français se précipitent en Tunisie aujourd'hui ? N'est-ce pas en invoquant la défense du Sud-Vietnam que les américains ont ravagé l'Indochine ? N'est-ce pas au nom de la lutte contre l'arriération qu'a été justifié la constitution de l'Etat-pied-noir d'Israël ?

La classe ouvrière COMBAT TOUS LES ACTES DE BANDITISME IMPERIALISTES, quelles que soient les "raisons" avec lesquelles ils sont justifiés. (...)

La classe ouvrière, dont seule la dictature internationale pourra garantir la fin de toute oppression nationale en détruisant le capitalisme, doit combattre les crimes impérialistes de SON POINT DE VUE A ELLE : CELUI DE L'UNION INTERNATIONALE DU PROLETARIAT. Ceci implique que dans chaque pays, elle lutte EN PREMIER LIEU contre les crimes de SON PROPRE IMPERIALISME.

PROLETAIRES, CAMARADES, (...)

Le prolétariat peut briser le cycle infernal des guerres impérialistes en LUTTANT POUR LUI-ME-

ME. Pour cela il doit S'OPPOSER EN MEME TEMPS A TOUS LES IMPERIALISMES EN CONSTITUANT SON PROPRE CAMP autour de ses propres intérêts de classe, qui sont les mêmes dans tous les pays.

La seule voie à suivre est celle de LA GUERRE DE CLASSE ! Elle se mène dès aujourd'hui pour l'union internationale de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte contre l'aus-térité et l'offensive internationale du capital. C'est la voie du refus de toutes les justifications bellicistes. Elle exige le combat contre tous les chauvinismes, contre tous les partis social-patriotes et social-impérialistes (PS, PC, mao-istes) et contre tous ceux qui, comme les trotskistes entravent, par suivisme envers les réformistes ou par démocratisation, les efforts du prolétariat pour se placer sur le terrain de la LUTTE INDEPENDANTE DE CLASSE.

La seule voie, c'est celle du renforcement et de l'extension dans cette lutte du PARTI INTERNATIONAL DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE, pour la dictature internationale du prolétariat et la révolution communiste mondiale !

février 80

BAUMGARTNER :NON AUX LICENCIEMENTS !

PROLETAIRES, CAMARADES, (...)

Dans l'entreprise Baumgartner les conditions de travail, de salaire, le despotisme d'usine, etc... sont une parfaite illustration de cette surexploitation des femmes prolétaires. Aujourd'hui les patrons de Baumgartner viennent de licencier parmi vous 10 ouvrières et vont encore en licencier une trentaine ( sans compter les départs "volontaires", où la "volonté" ne s'exerce que sous la pression patronale de la persuasion physique ou psychique). C'est donc 40 ouvrières ou ouvriers qui vont perdre leur travail et se retrouver au chômage. A ces licenciements aucune riposte n'a été donnée, et cela n'a rien d'étonnant dans les conditions d'impréparation à la défense de leurs intérêts immédiats dans laquelle se trouve le prolétariat.

Votre absence de riposte s'explique d'autant plus que d'autres facteurs de démobilisation sont venus s'ajouter à cette impréparation générale. Tout d'abord les ouvrières licenciées ont été "priées" de quitter les lieux immédiatement après avoir reçu leurs salaires de préavis réglementaires. Ensuite, les patrons ont fait miroiter l'illu-

sion d'un réengagement prioritaire des licenciées dans le cas où Baumgartner augmenterait son effectif. Vous ne devez pas vous laissez prendre au piège de ce paternalisme protecteur ! (...)

Mais les patrons auraient même pu se passer de ces quelques astuces pour éviter tout vent de révolte. Ils sont en effet utilement secondés par un CO servile. Quant au syndicat de la branche, la FTCP, il est bien trop fidèle à la collaboration de classe et à la Paix du Travail pour impulser une quelconque action de classe contre les licenciements. (...)

PROLETAIRES, CAMARADES, (...)

Ces 10 licenciements ne sont que la première vague ! Vous ne devez plus accepter de subir les bras ballants les attaques patronales. Mais pour se battre contre les licenciements, tous les moyens ne sont pas neutres ! SEULE L'ACTION DE CLASSE, PAR LA GREVE SANS PREAVIS NI LIMITATION PREALABLE DE DUREE, PERMET D'IMPOSER LES RAPPORTS DE FORCE QUI FONT PLIER LES PATRONS. C'EST AUSSI LE PLUS PUISSANT FERMENT GRACE AUQUEL LES PROLETAIRES PEUVENT FORGER LEUR UNITE DE CLASSE FACE AU CAPITAL.

La lutte contre les licenciements implique aussi LA SOLIDARITE INCONDITIONNELLE DE VOUS TOUTES ET DE VOUS TOUS, car vous subissez tous la même exploitation par le capital et pour tous son règne est synonyme d'insécurité permanente.

CONTRE LES LICENCIEMENTS :

UNE SEULE ARME : LA GREVE !  
SOLIDARITE DE CLASSE, FRONT  
UNI DE TOUS LES OUVRIERS,  
FEMMES-HOMMES, SUISSES-IM-  
MIGRES !

mars 80.

Vient de paraître

## programme communiste

n° 82

- L'ère des guerres et des révolutions
- Le rôle de la nation dans l'histoire
- L'Afrique proie des impérialismes :
- 4. La mainmise sur les matières premières (suite et fin)
- L'Ulster, dernière colonie anglaise

( Suite de la page 1 )

nent depuis des décennies le prolétariat dans l'illusion que les conditions de son émancipation - donc de l'établissement du socialisme - sont liées à la démocratisation intense des structures de l'Etat bourgeois, processus se développant il va de soi dans le cadre de la stricte légalité et par le moyen du parlementarisme.

Il est important pour le développement futur des liens de classe entre le prolétariat des deux blocs, de l'Ouest et de l'Est, que la vérité soit apportée aujourd'hui sur la nature réelle des mouvements de dissidence. La pierre philosophale de nos alchimistes sociaux qui devrait faire rentrer l'humanité dans son âge d'or est naturellement ce qu'il y a de plus sophistiqué dans l'arsenal idéologique de la bourgeoisie, à savoir les sacro-saints Droits de l'Homme, dont on serait bien en mal de savoir qui ne s'en revendique pas aujourd'hui, soit pour masquer l'oppression qu'exerce son propre Etat, soit pour réclamer un "socialisme à visage humain". Ce qui distingue tous les partisans des Droits de l'Homme, que ce soient les interprètes de droite ou de gauche, c'est leur incapacité à analyser scientifiquement les rapports de production, incapacité d'où résulte leur foi aveugle en la valeur du démocratisme bourgeois.

#### SOCIALISME SCIENTIFIQUE CONTRE IDEALISME BOURGEOIS

Ce qui différencie le socialisme scientifique de l'idéalisme bourgeois, c'est qu'il ne reconnaît pas dans les pensées des hommes les germes de croissance des sociétés, mais recherche dans les rapports matériels l'apparition des Idées. Les Idées ne volent pas au dessus du monde physique ni n'agissent comme levier de ce monde, elles ne sont que le reflet dans la conscience humaine des rapports de production dans lesquels entrent les hommes. L'explication à tout phénomène ne se trouve donc pas dans la sphère de l'idéal mais bien dans celle des rapports matériels qui déterminent l'évolution des modes de production.

" ... la connaissance sociale de l'homme (c'est-à-dire les différentes opinions et doctrines philosophiques, religieuses, politiques, etc.) reflète le régime économique de la société" dira Lénine (1) qui dans ce bref exposé reprenait le fondement de la pensée matérialiste et dialectique formulée par Marx: " Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur

#### Alternative à l'Est : Droits de l'Homme ou lutte de classe

" être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors (...) Lorsqu'on étudie de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel - qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse - des conditions de production économique et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout" (2), (soul. par nous).

L'idéologie démocratique en général et les Droits de l'Homme en particulier, sont aussi des formes idéologiques nées non pas de la dogmatique intelligente de tel ou tel individu mais à la faveur d'un de ces grands bouleversements dont parle Marx où s'affrontent deux modes de production, le féodalisme et le capitalisme, qui ne peuvent se superposer éternellement tant les rapports féodaux sont une entrave au libre développement du capital. C'est ainsi que les Droits de l'Homme sont l'expression idéologique des forces matérielles qui déterminèrent une partie de la population, la bourgeoisie naissante, à utiliser la violence révolutionnaire - en s'appuyant sur la plèbe des villes et les paysans soumis au servage - contre la classe dominante du moment qui maintenait en vie des rapports de production devenus archaïques. En tant qu'expression de ce mouvement radical bourgeois, le démocratisme avait alors une valeur profondément révolutionnaire, il était réellement l'expression philosophique des rapports de production capitaliste naissants.

Lorsque la manufacture se développe au sein même de la société féodale, elle se heurte tout de suite à ses structures sociales. Les premiers capitalistes voient se dresser devant eux le système de la corporation qui défend ses intérêts en exerçant contre eux leur domination, les rejetant même à la périphérie des villes. Mais ils se heurtent surtout à la difficulté suprême de disposer de forces de travail libres de toute appartenance à la glèbe. Le paysan est dans un rapport de dépendance absolue avec le seigneur local et ne peut s'arracher à son emprise qu'en fuyant au risque de sa vie vers les cités où, s'il ne fait pas partie

des exceptions qui s'intègrent dans les corporations, il forme le gros de la plèbe, à moins que rejeté par la cité il ne finisse comme vagabond. (il est d'ailleurs significatif de la nécessité de libérer les forces de travail de toute dépendance, que se soient justement ces vagabonds-là - dont la force de travail est totalement libre et mobile - qui ont versés les premiers dans les rangs embryonnaires du prolétariat). Et enfin ils se heurtent à d'autres entraves au développement de la manufacture et à la circulation des marchandises, à savoir les barrières douanières qui s'érigent aux limites de chaque domaine et qui empêchent le développement d'un marché homogène sur une large étendue, l'éclectisme des unités de mesures, la multitude de lois et coutumes locales, etc...

Il n'est point besoin d'être un génie pour comprendre que devant un tel antagonisme entre ces deux modes de production, la forme idéologique que prend la conscience de la classe montante, la bourgeoisie, est celle de la liberté et de l'égalité entre les hommes; liberté pour le serf de posséder sa terre et non d'être possédé par elle, liberté de la quitter pour migrer vers les villes lorsqu'elle ne peut plus satisfaire les besoins de la famille, mais avant tout liberté pour le bourgeois de produire selon les normes du mode de production capitaliste, donc de pouvoir disposer librement des forces de travail qui sont nécessaires à la reproduction du capital. Sur le plan politique la revendication bourgeoise sera celle du suffrage universel, censé faire de tout individu un citoyen libre, et effacer son appartenance de classe.

Après un long mûrissement des conditions matérielles, jusqu'au XVIIIème siècle pour la France, un siècle avant pour l'Angleterre, s'ouvre toute une phase historique de révolutions bourgeoises où le prolétariat joue un rôle déterminant et où son mot d'ordre est celui des démocrates radicaux: Liberté, Egalité. Ce n'est qu'au terme de cette phase, dont la Commune de Paris, en révélant l'indépendance de classe du prolétariat, marquera la fin pour l'aire européenne, que la classe ouvrière s'écartera du mot d'ordre de Liberté qui se révèle pleinement comme n'étant que la liberté pour le capital de disposer à volonté de forces de travail et de soumettre à ses

(suite en page 18)

(1) " Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme ", Lénine, éd. Soc. tome 19.

(2) " Contribution à la critique de l'économie politique ", Marx, éd. Soc.



(suite de la page 17)

intérêts le prolétariat, et qui est vidé de tout son contenu révolutionnaire puisque l'ancien ordre social s'est définitivement écroulé.

D'étendard révolutionnaire qu'ils étaient, les Droits de l'Homme devienne un formidable moyen de domination idéologique de la bourgeoisie. Cette idéologie démocratique, dénuée alors de tout contenu progressiste, s'empare même des organisations ouvrières, transformant celles-ci en simple courroie de transmission des nécessités de l'ordre capitaliste vers le prolétariat et dévie celui-ci de la lutte de classe.

La démocratie bourgeoise nous offre paraît-il l'égalité entre tous les individus, quelle que soit leur appartenance de classe. En réalité, non seulement cette égalité est purement formelle, mais encore est extrêmement partielle dans sa forme, puisque sur le plan juridique existent des entraves profondes à ce principe, qui sont des inégalités entre les catégories de prolétaires (nationaux, immigrés, etc...), entre les sexes, etc... On ne peut parler d'égalité sociale entre les membres de la société que lorsque les classes ont disparu et que s'applique la formule "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Mais alors nous nous

trouvons en plein communisme, après être passé par la dictature du prolétariat qui accorde tout le pouvoir à la classe ouvrière et musèle les anciennes classes dominantes.

Le propre de la société bourgeoise est justement de ne faire aucune distinction entre les capacités de chacun, de faire du prolétaire l'auxiliaire d'une machine destinée à être poussée au rendement maximum, qui le pousse au bout de ses possibilités de résistance physique et nerveuse et de laisser dans le dénuement le plus total les neuf dixièmes de l'humanité, en établissant le règne du gaspillage et en satisfaisant par contre les besoins les plus luxueux et parasitaires des minorités dominantes. Où sont donc les Droits de l'Homme dans cette société où tombent chaque jour ces millions d'individus assassinés par la faim, la maladie, la guerre ou le travail abrutissant et dangereux? Sous cet écrasement du prolétariat par le capital, où se trouve donc la possibilité pour l'individu de pouvoir développer ses propres facultés?

Pour le prolétariat, comme l'explique Engels dans l'"Anti-Dühring": "... le contenu réel de " la revendication d'égalité " est la revendication de l'abolition des classes. Toute revendication d'égalité qui va au delà tombe nécessairement dans l'absurde" (p. 135, éd. Soc.).

## LES DROITS

Selon les "généreux" principes énoncés par les nouveaux apôtres de l'humanisme, les Droits de l'Homme seraient des droits naturels entre les hommes. Le droit naturel invoqué par nos apôtres n'a pas d'assise à sa longue existence que leur propre droit - formel celui-ci - à ressasser les vieilles lithanies usées de l'idéologie bourgeoise. Ce qu'ils appellent "droit naturel" n'est en fait que le droit émanant d'une société fondée sur des rapports de classe particuliers au capitalisme. Le droit naturel varie d'une société à l'autre, et nos apôtres se targuent généralement, du haut de leur ignorance, de considérer comme primitifs et barbares les droits - qui ne leur sont plus d'essence naturelle - des anciennes sociétés. Mais le droit féodal, par exemple, qui attachait le paysan à sa terre en échange de la protection physique du seigneur et n'était que le reflet de rapports de production et non pas l'ignoble fruit de la méchanceté - naturelle bien sûr! - de l'homme, n'est pas plus barbare que le droit bourgeois, qui au nom de la liberté (ou même du christianisme, comme au moyen-âge!)

arrose de napalm et de mitrailles des peuples entiers se soulevant contre l'ordre impérialiste et qui sanctifie sur l'autel de l'exploitation les victimes ouvrières tombées pour la cause du capital.

Les hommes n'ont pas par nature des droits égaux. Dans l'"Idéologie allemande", Marx raille le Yankee débarquant en Angleterre après l'indépendance de sa nation, et se voyant interdire de battre ses esclaves, s'exclame: "Appelez-vous pays libre celui où l'on ne peut fouetter son nègre?" (p. 203, éd. Soc.). Pauvre Yankee qui ne comprend pas que le droit d'une société esclavagiste ne peut être le même que le droit - plus moderne - de la vieille Angleterre bourgeoise où seuls prévalent (y compris à la campagne) les rapports capitalistes de production. Mais ce brave gentleman, qui par ailleurs saigne des peuples entiers aux quatre coins du monde, peut parfaitement rester en bon terme avec le citoyen américain, car l'essentiel du coton américain transformé dans la moderne Angleterre, et il se trouve habillé des pieds à la tête par cette

fibre qui a poussé grâce au sang et à la sueur des esclaves.

Restons d'ailleurs chez notre Yankee, dont le pays a, dans la défense des Droits de l'Homme, la plus vieille histoire puisque c'est en 1776, lorsque les 13 Etats américains accèdent à l'indépendance, qu'est écrite la première Constitution sur la base de ces droits. Or à cette époque règne dans tout le sud cotonnier l'esclavage le plus général. Les noirs arrachés à coups de fusil de leur tribu d'origine, débarquent chaque jour par centaines sur la nouvelle Terre Promise, pour autant qu'ils aient résisté, enchaînés comme des forçats au fond des cales, à l'épuisante traversée de l'Atlantique. Pour ces esclaves, qui font aussi partie de la catégorie de bipède qu'on appelle homme, mais qui ne disposent même pas du droit sur leur propre vie, les discours voluptueux de la bourgeoisie américaine sur les Droits de l'Homme ne pouvait au moins pas prêter à confusion: il ne pouvait s'agir pour Tom que du droit de Sam de disposer à volonté du sort de centaines de milliers d'hommes réduits à la condition de bêtes domestiques. Le droit naturel de l'homme est alors le droit total du propriétaire foncier!

Mais lorsque le capital, plus développé au nord qu'au sud, eut un impérieux besoin de s'alimenter en forces de travail libres de toute appartenance personnelle et de former une immense armée de réserve, le droit par nature changea alors brutalement de nature! Pour le capital qui assure sa reproduction de l'exploitation de la force de travail et qui a pour cela besoin de l'existence d'un marché du travail où rentrent en concurrence les prolétaires entre eux avec l'effet de baisser le niveau moyen des salaires, l'esclavage, tout comme le servage, constitue une entrave énorme à la libre disposition des forces de travail. La force de travail étant une marchandise comme une autre, le bourgeois demandera donc la liberté de la faire circuler comme toute autre.

Alors le sudiste qui hier frappait son esclave, mais dont ce droit était naturellement reconnu par l'Etat, verra se dresser contre lui l'ardent défenseur de la Liberté, qui achève définitivement les tâches démocratiques de la bourgeoisie en partant en guerre contre les négriers, en sonnant le glas de la société esclavagiste et en arrachant le noir de l'emprise du propriétaire de plantation pour le transformer en travailleur libre de vendre sa force de travail.

C'est ainsi, qu'après la guerre de Sécession, intervenue quel-



ques 90 ans après l'indépendance américaine, les Droits de l'Homme restaient toujours le fondement de la Constitution, mais la guerre civile (toujours les grands bouleversements) effaçait une contradiction parmi d'autres qu'ils portaient en eux en laissant subsister l'esclavagisme.

Le droit naturel avait donc suivi les transformations que lui imposait la généralisation du mode de production capitaliste. Encore une fois se trouvait démontré que les conditions de production des biens matériels créaient "les idées et représentations des hommes" (Engels) et non le contraire!

Pour l'esclave affranchi allait alors commencer un nouveau calvaire. La bourgeoisie, pour qui les divisions internes de la classe ouvrière sont une des meilleures assurances de sa domination, n'accorda aux prolétaires noirs que le seul droit de vendre sa force de travail et seulement celui-ci. Pour le reste, il devait continuer à subir les règles et les lois héritées de l'esclavage. L'homme blanc, fût-il prolétaire lui-même, restait le Maître et l'homme noir devait se courber à son passage. La discrimination raciale fut ainsi considérée comme une chose naturelle par ceux qui plus tard s'étoufferont de rage devant la discrimination envers les juifs en Allemagne. Le droit par nature devait logiquement tenir compte de la supériorité naturelle d'une race sur l'autre. N'est-il pas naturel en effet, que la race qui découvrit, domestiqua l'électricité et perça le canal de Panama soit l'élue de l'humanité et exerce sa domination sur toute autre race? Les Droits de l'Homme étaient seulement les droits de l'homme blanc; ou plus exactement, la bourgeoisie cédait une partie de ses droits sur l'

ouvrier noir à l'ouvrier blanc. Mais cette infime parcelle du pouvoir de la bourgeoisie qui lui revenait était en réalité un poignard qu'il tournait contre sa propre poitrine.

Bien avant la constitution de l'Etat américain, c'est aussi au nom des droits naturels que les colons américains se livrèrent au génocide des Indiens d'Amérique. Les territoires de chasse que se répartissaient les tribus selon un processus et des us ancestraux se moquant bien de l'homme de loi au visage pâle, n'étaient évidemment pas inscrits comme propriétés individuelles aux registres foncier des nouveaux découpages territoriaux que traçait l'envahisseur blanc au fur et à mesure de son avance vers l'Ouest. La terre n'ayant aucun propriétaire juridique, il était de bon droit pour le colon, en vertu du droit bourgeois qui ne reconnaît que la propriété privée légalisée, mais surtout pas les formes d'appropriation sociale propre au communisme primitif, de marquer son domaine en lettres de feu et de sang des indigènes délogés par les armes ou achetés par "l'eau de feu".

Aujourd'hui, avec ce passé déjà lourdement chargé de victimes, les Etats-Unis sont toujours parmi les plus ardents porte-paroles des Droits de l'Homme. Cela n'est pas, comme le font entendre tous les publicistes bourgeois qui ne voient dans l'histoire que le signe des grands hommes, l'oeuvre particulière du sportif marchand de cacahuète Carter, si les Droits de l'Homme reviennent avec force dans tous les discours officiels, et surtout - faux paradoxe, vrai complément - dans ceux qui laissent planer les menaces d'une guerre impérialiste planétaire et apocalyptique! C'est que le capital est sur le point de n'a-

voir plus d'autre solution de repli pour surmonter sa crise que la destruction des forces de production, donc la guerre impérialiste. La bourgeoisie n'entame pas une guerre sans une période de préparation militaire d'une part, mais d'autre part idéologique, afin d'amener le prolétariat à s'identifier avec ses intérêts. Mais les campagnes en faveur des Droits de l'Homme, qui constituent un aspect principal de cette préparation idéologique, se mènent avec une histoire toujours plus chargée de cadavres.

La toile de fond à ces campagnes est la guerre du Vietnam où la bonne parole américaine avait un curieux arrière goût de poudre et de napalm, la lutte contre tout mouvement national réclamant le droit à l'autodétermination, pourtant reconnu dans les textes de la liturgie démocratique, et le soutien à tous les régimes tortionnaires de ce monde s'ils s'avèrent plus efficace que la démocratie à maintenir l'ordre intérieur. Le sort des centaines de milliers de réfugiés palestiniens chassés de leur terre par des méthodes similaires à celles employées par les colons américains envers les Indiens - méthodes que le très brave bourgeois américain réprouve aujourd'hui de ses ancêtres - laisse bien indifférent l'oncle Sam dont le seul souci est de ne pas enflammer cette région, stratégiquement et économiquement vitale, dans un gigantesque incendie social. Malgré toutes les larmes versées devant la misère d'autres réfugiés, comme ceux du Cambodge et du Vietnam, l'impérialisme n'a eu que l'habituel geste d'aumône ne faisant que prolonger la misère de ces masses humaines.

Si nous avons pris comme exemple les Etats-Unis pour démontrer tout le cynisme des Droits de l'Homme et l'obstacle qu'ils représentent pour le prolétariat, c'est bien parce que cette nation est sensée être l'image la plus parfaite aujourd'hui de la liberté de l'individu, alors que les rapports de domination impérialiste et la réalité de ses rapports de classe internes, en font l'opresseur numéro un. On pourrait épeler l'histoire des autres nations bourgeoises démocratiques, et montrer de la même manière - pour la France notamment qui adopta les Droits de l'Homme en 1789, année révolutionnaire - que ces fameux droits servent de paravent à l'exploitation capitaliste, aux grandes conquêtes coloniales, à la sauvegarde de ces conquêtes contre les mouvements de libération nationales, et au rétablissement de l'ordre impérialiste sur toute la planète.

(suite en page 20)

## Le Prolétaire

Suppl. BELGIQUE

(fév. 1980)

En français

- Afghanistan : à chacun son camp
- Les leçons de la grève 60-61 (fin)
- Notes politiques :

La fausse polémique du CCI  
Le nucléaire : quel danger?  
Rêve du PCB sur la démocratie

- Notes syndicales
  - Vie du Parti : réunion de lecteurs
- En néerlandais  
• Le principe démocratique

Vient de paraître

Brochure « Le Prolétaire » N° 12

**SOLIDARITE  
PROLETARIENNE  
CONTRE LE CONTROLE  
DE L'IMMIGRATION**

Prix : 5 F

Commandes au « Prolétaire »

## Presse du Parti

**LE PROLÉTAIRE**

**il programma comunista**

**EI Comunista**

**Kommunistisches**

**Programm**

( Suite de la page 19 )

## L'HOMME

Après le "Droit", reste l' "Homme"! Le socialisme scientifique ne considère pas comme objet de son étude l'homme en général, l'homme pour soi. Cette catégorie n'existe nulle part et constitue une abstraction métaphysique pure.

Que la métaphysique reste l'apanage exclusif de la bourgeoisie proprement dite, ne serait qu'un moindre mal, car il rendrait clair aux yeux de chaque prolétaire l'existence d'un abîme sans fond séparant les deux classes. Mais entre la bourgeoisie et le prolétariat s'intercalent les classes intermédiaires dont l'instabilité les incite à vouloir combler à tout prix cet abîme, efforts vains certes, mais qui provoquent le pire des aveuglements du prolétariat sur la nature de l'idéologie dominante.

Faisant feu de tout bois, les idéologues de ces couches, s'ils conservent bien les bases idéalistes du démocratisme, ne les utilisant qu'en les affublant du vocable propre au socialisme scientifique, en vidant ainsi chaque mot de son contenu matérialiste originel. Marx et Engels eux-mêmes consacrent une énorme partie de leur lutte politique et théorique contre cette sorte de personnages. En particulier cette lutte donna sous la plume d'Engels cette formidable arme de combat critique qu'est l' "Anti-Dühring". Dühring était justement un de ces brillants "socialistes" issus de la petite-bourgeoisie, dont les théories fumeuses représentaient un danger mortel pour le prolétariat. Dühring croyait à la valeur idéale de l'homme pris comme entité parfaite, l'homme pour soi, détaché de tout son contexte matériel, et il se servait de cet homme socialement nu pour élaborer tous ses principes politiques. C'est ainsi que pour établir les normes du droit absolu (puisque'il existe un absolu pour les métaphysiciens et les dogmatiques), le divin Dühring offrait la recette suivante:

" ... pour développer les concepts juridiques de principes, nous n'avons besoin que du rapport entièrement simple et élémentaire de deux personnes."

Deux individus suffisent donc pour établir une fois pour toute les conditions - que Dühring dans son esprit étroit ne conçoit que juridiques - qui régleront l'égalité entre tous. Mais, contrecarre Engels, qui auparavant raille Dühring sur l'inégalité de sexe se manifestant de fait au cas où l'une de ces deux personnes serait une femme:

" Pour établir l'axiome de base que deux hommes et leurs

" vouloirs sont entièrement égaux l'un à l'autre et qu'aucun des deux n'a rien à commander à l'autre, nous ne pouvons nullement utiliser deux hommes quelconques. Il faut que se soient deux hommes qui sont tellement affranchis de toute réalité, de tous rapports nationaux, économiques, politiques et religieux existant sur terre, de toutes les propriétés sexuelles et personnelles, qu'il ne reste de l'un comme de l'autre que le simple concept d'homme: c'est alors seulement qu'ils sont "pleinement égaux". Deux fantômes intégraux, évoqués par ce même M. Dühring qui partout flaire et dénonce des "démarches spirites". (3)

Voilà effectivement ce qui reste de l'homme lorsqu'on l'a dépouillé de tous ses rapports dans la société: UN FANTÔME! Dans les Droits de l'Homme, l'homme est aussi pris en dehors du monde sensible. Pour les défenseurs tous horizons de ces droits généraux, et plus particulièrement pour ceux qui les utilisent pour donner un fond doctrinal à leur "socialisme à visage humain", comme pour Dühring, les seuls rapports entre les hommes à prendre en considération pour percer les secrets de la Justice, sont les relations idéales que peuvent entretenir deux personnes, sans aucun regard sur les rapports dans lesquels entrent ces deux parfaits homosapiens dans la production des biens matériels qui assurent leur existence.

Tout d'abord il existe une différence matérielle reposant sur le sexe des individus qui entraîne, que les Dühring d'hier ou d'aujourd'hui le veulent ou non, une première et fondamentale inégalité. Ensuite, à l'aube de l'humanité, l'unité élémentaire de l'organisation sociale n'est pas un homme, mais au moins une famille, et plus encore, une tribu. Donc, même en simplifiant le problème des relations entre les hommes à la société la plus primitive, on entre déjà dans des rapports sociaux complexes.

Pour que l'homme existe comme entité pure, il faudrait l'arracher de toute appartenance de classe, l'arracher des tâches de reproduction de son espèce, bref, le mettre sous cloche. S'agirait-il là d'un ermite, qu'il ne faudrait plus parler des Droits de l'Homme, puisque notre bipède qui a fait des vœux de pauvreté absolue n'entre plus en relation avec d'autres bipèdes et qu'il se livre à une économie d'autarcie individuelle, mais plutôt parler des Droits de l'Homme et de la Chèvre puisque qu'il faudrait au moins que notre ermite se soumette une partie du règne

animal pour pouvoir subsister. Et dans ce cas les droits en question ne feraient que sanctionner des rapports d'inégalité! Le malheur d'une telle "société" est qu'elle se vouerait à une rapide disparition, étant donné la chasteté de notre solitaire. A moins que le Saint-Esprit ...

Dühring ne fut pas la seule cible de Marx et d'Engels. La social-démocratie allemande redondait de ce genre d'alchimiste mariant contre nature le socialisme et l'idéalisme bourgeois. Dans "L'idéologie allemande", Marx livre bataille à M. Max Stirner (qu'il compare à Sancho Pança) qui lui aussi tente d'abstraire les rapports entre les hommes en une seule relation d'ordre métaphysique entre deux hommes:

" Sancho, par exemple, ne veut pas que deux individus soient en opposition l'un par rapport à l'autre, en tant que bourgeois et prolétaires; il proteste contre cet "élément particulier" qui "donne un avantage" au bourgeois sur le prolétaire; il voudrait les faire entrer en un rapport purement personnel, en faire de simples individus qui entretiennent des relations entre eux. Il ne réfléchit pas à ce fait que, dans le cadre de la division du travail, les rapports personnels évoluent de façon nécessaire et inévitable vers des rapports de classes et se cristallisent en rapports de classes; tout son verbiage se réduit par conséquent à un vœux pieux qu'il imagine réaliser en exhortant les individus qui font partie de ces classes à s'ôter de la tête la notion de leur "opposition" ou de leur "privilège" particulier (p. 443, éd. Soc.).

La négation de l'existence de classes antagoniques est le propre de tous les émules de Dühring et de Stirner. Ils n'ont rien inventé de nouveau dans l'idéologie du démocratisme bourgeois, ce sont toujours les mêmes âneries qui se répètent au fil des siècles. Mais si à l'ouest ces émules considèrent malgré tout une existence sociologique des classes - mais un droit égal en tant qu'homme, quelle que soit la classe d'origine - à l'Est les classes sociales auraient bel et bien disparu, puisque règne le "socialisme". Tout au plus trouveraient-ils à la tête de l'Etat une bureaucratie parasitaire s'octroyant des privilèges, caste sur qui ils rejettent l'entière responsabilité d'avoir fait, par leur égoïsme, du "socialisme" russe et chinois un "socialisme

(3) "Anti-Dühring", Engels, éd. Soc.

défiguré" ou l'individu ne connaît pas les libertés démocratiques. Ajouter donc un peu de liberté à l'Homme, et vous trouverez le plus vrai socialisme, celui qui a le visage humain!

#### OBSTACLES A LA LUTTE DE CLASSE

Dans les pays occidentaux la démocratie bourgeoise a eut le plus dévastateur effet sur la lutte de classe en disciplinant le prolétariat au respect de la légalité et de l'ordre. A l'Est, la contre-révolution qui terrassa la révolution menée par les bolchéviques, a soumis le prolétariat au joug du développement capitaliste à la force des coups de knout, en lui offrant comme seul réconfort moral le baume du sacrifice glorieux pour la "construction du socialisme dans un seul pays". Il n'est plus possible aujourd'hui de nier la nature capitaliste de l'économie russe, de celle de ses satellites du COMECON et de celle de la Chine. L'imbrication de ces économies dans les rapports du marché international pousse le capital à exploiter toujours plus à fond le prolétariat pour faire face à la concurrence internationale. Cette dure exploitation suscite des mouvements de défense prolétarienne (notamment en Pologne où les ouvriers ont déjà poussé l'Etat dans ses derniers retranchements), auxquels succède immédiatement la répression policière. Ce réveil du prolétariat de l'Est - dont tous les épisodes nous sont malheureusement peu connus - pose d'une manière toute urgente la question de l'orientation et de la direction que prendra le mouvement.

Pour le prolétariat, le plus grand danger de voir dénaturer son mouvement de classe ne vient pas tant du côté des penseurs dissidents purement bourgeois, tel Soljenitsyne, qui ne font aucun cas du socialisme quel qu'il soit et se bornent à encenser les démocraties musclées de l'Occident, mais du côté de ceux qui définissent les économies de l'Est comme fondamentalement "socialistes", et dirigent leur propagande directement vers le prolétariat. Pour la renaissance du mouvement de classe du prolétariat de cette aire-là, ce courant représente le danger énorme de canaliser les énergies prolétariennes non pas vers le chemin de la lutte de classe intransigeante, mais vers celui de la défense des illusions démocratiques qui ont si sûrement écarté le prolétariat occidental de la lutte de classe.

Dans un prochain article nous examinerons la question de la dissidence, des mouvements du

prolétariat à l'Est et de la solidarité à lui apporter contre la répression qui le frappe. Il est primordial en effet de montrer le fossé de classe qui sépare les luttes ouvrières pour la défense des conditions d'existence et les tentatives d'organisation sur le terrain immédiat, des jérémiades des messagers de l'idéalisme démocratique bourgeois, dont le seul horizon est constitué des Droits de l'Homme, des accords d'Helsinki, et autres chiffons de papier où s'inscrivent de platoniques et hypocrites principes d'égalité, de non-agression, de coexistence pacifique, qui ne résistent pas à l'examen des faits.

(à suivre)

( Suite de la page 22 )

#### Der Initiativenreigen der SSP und des SGB

Arbeitstagen genauso viel Arbeit leisteten wie in einer normalen 5-Tage-Woche. Nur eine direkte Klassenaktion hätte dieser Steigerung der Arbeitsgeschwindigkeit einen Riegel vorschoben können. Indem er die Urlaubsforderung zu einer Priorität macht, vermeidet es der SGB, vom Kampf gegen alle Angriffe des Kapitals auf die Lebens- und Arbeitsbedingungen der Proletarier zu sprechen.

Diese zusätzliche Woche Urlaub, die im vom Staat gewährten legalen Rahmen gefordert wird, dient als Alibi für die ganze Politik der Klassenkollaboration, die im Arbeitsfrieden zum Ausdruck kommt. Diese Kollaboration hat für die Unternehmer das Verdienst, sich sowohl auf globaler Ebene, im Bereich der Tarifverträge auszuwirken, als auch ganz konkret zur Sabotage der unmittelbaren Kämpfe, so selten sie auch sein mögen, zu führen.

Der SSG kann seinen vernichtenden Einfluss auf das Proletariat nicht aufrechterhalten, ohne die Illusion zu vermitteln, für die Verteidigung seiner Interessen zu kämpfen. Er hat sich also entschieden, eine sekundäre Forderung auf dem Wege zu stellen, der für den sozialen Frieden am unschädlichsten ist und auf die Arbeiter demobilisierend wirkt: auf dem Wege einer Initiative! Wir wollen hier kurz unsere Opposition gegenüber dem Gebrauch der Initiative als einem Verteidigungsmittel für das Proletariat in Erinnerung bringen.

Die Arbeiterklasse kann ihren Zusammenschluss um ihre Kampfmittel nur vorantreiben, wenn

#### LEST! ABONNIERT!

##### PROLETARIER

Zweimonatszeitung  
Jahresabonnement: 6 DM - 44 ÖS - 6 FS

Presserechtlich verantwortlich  
und Kontaktadresse:  
Helmut Tammen  
Obentrautstr. 32 - 1 Berlin 61

Druck: Movimento Druck  
Waldemarstr. 33 - Berlin

sie deren Gebrauch erlernt. Auf dem wirklichen Boden des unmittelbaren Kampfes, durch den Gebrauch der grundlegenden Klassenwaffe: den unangekündigten und unbegrenzten Streik bestimmen die Arbeiter die Kräfteverhältnisse zwischen ihrer Klasse und derjenigen der Kapitalvertreter. In jedem klassenmässigen Kampf schmieden die Proletarier durch ihr tatkräftiges Engagement, durch die vom Kampf verlangten Opfer, durch ihre materielle Solidarität ihre wesentliche Kraft im Kampf gegen das Kapital: IHRE WACHSENDE VEREINIGUNG, über die Berufskategorien und die Nationalitäten hinweg, aber ausschliesslich im Rahmen der Klasse, der sie angehören. Kann man dies auch von der Initiative behaupten? Nein, und nochmals nein!

Die Initiative vermittelt nur die Illusion, dass der Klassenkampf ein Museumsstück ist, das nicht mehr braucht, seitdem man sich ganz ruhig unter zivilisierten "sozialen Partnern" ausreden kann. Anstatt die Arbeiter durch tausend materielle Bindungen aneinanderzuschweissen, tut der SGB nichts anderes, als sie einzeln, neben Polizist und Bourgeois, in die Wahlkabine zu treiben, während der ausländische Arbeiter diesem traurigen Zug von ferne zusieht!

Wenn wir bei diesen beiden Initiativen - wenn sie dem Volksurteil ausgesetzt werden - zur Wahlenthaltung aufrufen, so nicht, um das Proletariat zur Inaktivität aufzufordern (und die Initiative selbst ist eine solche Inaktivität). Ganz im Gegenteil wollen wir es damit dazu aufrufen, alle demokratischen Mystifikationen, die der Opportunismus gegen das Proletariat anwendet, zurückzuweisen und seine Klassenwaffen zu gebrauchen.

Unsere Wahlenthaltung das ist der Aufruf zum Klassenkampf!

# Der Initiativenreigen der SSP und des SGB

Während die Arbeitslosigkeit wächst, die Löhne dem Druck der immer stärkeren Konkurrenz auf dem Arbeitskräftemarkt ausgesetzt sind, die Arbeitshetze steigt und die Unternehmer die Ueberstunden vermehren, haben die SSP (Schweizer Sozialistische Partei) und der SGB (Schweizer Gewerkschaftsbund) mit ihren zwei neuen Initiativen den Versuch unternommen, von den Notwendigkeiten der Vorbereitung des Klassenbodens für die Verteidigung der Existenzbedingungen des Proletariats abzulenken. Die erste Initiative fordert die Aufhebung des Bankgeheimnisses und die Verpflichtung für die Banken, den Staat über die Herkunft des "schmutzigen" Geldes zu informieren; die zweite fordert 4 Wochen Urlaub bis 40 Jahre und 5 Wochen Urlaub für die mehr als 40jährigen.

Was die SSP und der SGB mit der ersten Initiative erreichen wollen, ist ein "sauberer" Kapitalismus, in dem Staat die "rädigen Hunde" bestraft, die bestimmte, rein konventionelle Regeln in der Kunst, durch die Ausbeutung der Arbeitskraft der Proletarier Mehrwert abzupressen, überschreiten. Sie erhalten somit die Illusion aufrecht, dass der Kapitalismus ganz einfach durch die Anwendung einer Bankgesetzgebung, die der guten bürgerlichen Moral entsprechen würde, seine Natur grundlegend verändern kann. Es soll also eine "gute" und eine "schlechte" Benutzung der Profitquellen oder allgemeiner der Gewinnquellen, die der Kapitalismus bietet, geben! Mögen sich die Arbeiter von solchem Gefasel nicht auf's Glatteis führen lassen! Nicht um den Kapitalismus von einigen "anrühigen" Geschäften zu säubern, müssen sie den Kampf führen, sondern um das System der Ausbeutung ihrer Klasse durch das Kapital abzuschaffen! Ob nun "sauber" oder "schmutzig", der Profit und andere Gewinne finden ihren Ursprung immer in der Ausbeutung der Arbeitskraft. Für die Proletarier gibt es keine "gute" oder "schlechte" Ausbeutung! Die Frage des Bankgeheimnisses betrifft also nur bürgerliche Fraktionen, die sich über den Moralbegriff ihrer Klasse streiten, die sich aber, wenn es um die Mehrwertabpressung auf dem Rücken der Proletarier geht, leidenschaftlich einig sind.

Die Aufhebung des Bankgeheimnisses wird es nicht verhindern, dass die gemeinsten Geschäfte gemacht werden, denn der Kapitalismus selbst bedeutet die Herrschaft des gemeinen Geschäfts,

den Gipfel der Barbarei. Es kann keine Gesellschaft geben, die auf der Akkumulation des Kapitals und der Ausbeutung der Arbeitskraft beruht, ohne dass alle Laster jenes höchsten Gottes dieser Gesellschaft auftreten: des Geldes.

Sollte der Ausbeuter also ein strenger Technokrat sein, der selbst das luxuriöse Leben der Leidenschaft, das von ihm kontrollierte Kapital zu leiten, opfert, oder lieber ein Abenteurer, nach Gewinn und unmittelbarem persönlichen Erfolg gierend? Der Arbeiter hat keinen von den zweien zu wählen, sondern beide unerbittlich zu bekämpfen. Vom Standpunkt des Kapitals freilich verdient der erst alle Ehren, denn auf ihn, den "aufrichtigen" und "integren" kann es sich wirklich verlassen, um den Fortbestand seiner Herrschaft über die Arbeit zu sichern.

Die Vorstellungen, die die traditionelle Bourgeoisie und die Sozialdemokratie von einem mit gutem Gewissen zu verantwortenden Kapitalismus haben, unterscheiden sich also nur durch subtile Divergenzen in bestimmten Aspekten der bürgerlichen Moral. Beide sind sich in dem grundlegenden Prinzip der Ausbeutung der Arbeiterklasse einig! Nur durch den Sturz des bürgerlichen Staates, die Errichtung der Klassendiktatur des Proletariats wird man der gesamten vom Kapital hervorgerufenen Korruption ein Ende bereiten können.

Die zweite Initiative, die den Urlaub betrifft, ist für uns interessantes. In der Tat scheint die die Lebensbedingungen der Arbeiterklasse direkter zu betreffen und dadurch hat sie auf die Orientierung, die den Arbeitern für die Verteidigung ihrer unmittelbaren Interessen gegeben wird, einen direkteren Einfluss.

Während die Gewerkschaftsführungen überall vor dem Willen der Unternehmer die Hosen runterlassen, während sie das Proletariat angesichts von Entlassungen, Steigerung des Arbeitstempes, allgemeiner Einführung von Ueberstunden, verstärkter Ausbeutung der Aushilfen entwaffnet, versuchen der SGB und die SSP ihr Aussehen etwas zu verbessern und das Bild eines Lakaien der Bourgeoisie, das die aufgrund jahrzehntelanger Klassenzusammenarbeit erhalten haben, zu mildern.

Bevor wir aber auf das vorgeschlagene "Kampf"-Mittel, die Initiative, zu sprechen kommen,

möchten wir zunächst auf die Forderung selbst eingehen. Gegen die Forderung nach einer Erhöhung der Urlaubsdauer haben wir selbstverständlich nichts, sie ist ein Bestandteil unserer gewerkschaftlichen Plattform. Was wir bestreiten ist die Zweckmässigkeit, heute eine solche Forderung zum Zentrum der gewerkschaftlichen "Aktivität" zu machen ("Aktivität" in Anführungsstrichen, da die Aktionsform der Initiative nur die Illusion einer Aktivität zum Ausdruck bringt).

Ein einziger Blick auf die internationale Lage und ihre Auswirkungen auf die Schweizer Oekonomie genügt, um zu verstehen, dass die Bourgeoisie ihren Druck auf die Arbeiterklasse nicht mildern, sondern ganz im Gegenteil die Schraube der immer weiter anziehen wird. Schon seit langem bürdet die Bourgeoisie den Proletariern die Auswirkungen der Krise auf; und dies kommt nicht durch einen Angriff auf die Urlaubsdauer, sondern durch Entlassungen, Kurzarbeit usw. zum Ausdruck. Aber wenn sie diese Forderung so ganz "zufällig" mitten in einer kapitalistischen Krise aufstellen, dann wissen der SGB und die SSP sehr gut, was sie tun. Zunächst einmal würde die Annahme der Initiative - die laut den guten Absichten der Bourgeoisie bis 1983 zur Abstimmung stehen könnte, um dann noch später in Kraft zu treten - die Unternehmer fast gar nichts kosten. Ein Teil der Tarifverträge sieht bereits 4 Wochen Urlaub vor. In den anderen Fällen würden sie im Schnitt ein Arbeitsstunde pro Woche verlieren, könnten diesen Verlust aber durch Ueberstunden und erhöhte Arbeitsgeschwindigkeit wieder wettmachen, zumal es bis lang noch keinen wirklichen Widerstand der Arbeiter gegen derartige Verschlechterungen ihrer Arbeitsbedingungen gibt. Die Proletarier (es sind zehntausende), die schon Kurzarbeit geleistet haben, wissen nur allzu gut, dass sie in den 4 verbliebenen

( Fortsetzung auf S. 21 )

## Permanences du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h,  
32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

Ed. responsable :

Saro  
20, rue Jean-Bouton.  
Paris - 75012

# Le prolétaire

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

ETRE SOLIDAIRE C'EST LUTTER :

CONTRE LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION !

POUR LE FRONT UNI OUVRIER !

PROLÉTAIRES, CAMARADES,

La question de l'immigration est un des points fondamentaux qui révèle le fossé existant entre les positions de classe et le larbinage des social-chauvins. La petite-bourgeoisie intellectuelle qui fournit les rangs de la "gauche", la bourgeoisie humaniste même, ainsi que les ecclésiastiques qui se remuent dans le social ont toujours pleurniché sur le sort des immigrés. Dans la pression générale qu'exerce le capital sur cette catégorie ouvrière, ils ne voient pas la conséquence même du système d'exploitation capitaliste, mais quelques bavures qu'il s'agit seulement d'ébarber avec la meule constitutionnelle.

Pour les promoteurs de l'initiative "être solidaire", issus des milieux chrétiens, ce qui est scandaleux dans la condition de l'immigration ce n'est qu'une bavure particulière : le statut du saisonnier ! Pour le reste, les statuts B,C, l'inégalité des droits politiques et sociaux, le contingentement, etc..., ils sont d'accord avec l'Etat. Mieux, ils appellent l'Etat à améliorer ce qui est l'essentiel de la politique du capital sur l'immigration : LE CONTINGENTEMENT, LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION.

Or c'est de ce contrôle que découle nécessairement tous les moyens de division et de répression de l'Etat sur la classe ouvrière, que ce soient la police des étrangers chargée de mettre en pratique ce contrôle (et aussi de faire la chasse aux indésirables comme Marsala expulsé pour activités syndicales), les statuts discriminatoires, l'inégalité de droit, le chantage patronal au permis de travail, le racket des immigrés, le départ de 300'000 travailleurs lors de la crise, etc...

La conséquence de cette politique qui fait le jeu du capital c'est LA DIVISION DE CLASSE !

PROLÉTAIRES, CAMARADES,

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que fleurissent partout le marché noir de la main-d'oeuvre immigrée. Après Genève, Zürich, c'est à Renens que l'on découvre un trafic de travailleurs portugais. Amenés sur place sans permis, ils se retrouvaient à la totale merci de leur "aide généreuse", dame Rosalia, qui se chargeait de leur procurer le permis de travail nécessaire à leur séjour en Suisse. Mais un permis ça se paye très cher, 3'000 frs n'étant qu'un

minimum, et c'est en fait un véritable impôt qu'ils devaient payer sur chaque salaire.

Quel est donc l'attitude des démocrates petit-bourgeois face à de tel racket ? Lutter contre les conditions qui permettent ces trafics et donc exiger l'abolition du contrôle ? Non ! Ils réclament tout simplement un contrôle plus efficace, car la misère des sans-papiers blesse leur vue.

PROLETAIRES, CAMARADES,

La grande force de la bourgeoisie, c'est la division des prolétaires, et cette division elle l'obtient par mille moyens, autant par sa pression policière, que par les services que lui rendent dans ce domaine les prétendus partis ouvriers (plus chauvins que quiconque), que par la corruption, permise par la situation économique encore assez stable pour la Suisse, qui s'exerce sur toutes les couches ouvrières, y compris sur une bonne partie de l'immigration.

La force de la classe ouvrière, c'est son unité, c'est la construction d'un front uni à la base de tous les prolétaires quelle que soit leur catégorie sociale ou nationale. Mais pour la constitution d'un tel front sur le terrain de la lutte de classe il faut surmonter tous les obstacles qui se dressent devant les prolétaires. Les gérémiades de la petite-bourgeoisie sur le statut des saisonniers, quand par ailleurs elle demande à l'Etat un strict contrôle de l'immigration et entérine l'inégalité de droits; ses pleurnicheries sur la condition féminine, où elle pose les problèmes de manière interclassiste et ne reflète que ses propres préoccupations petite-bourgeoises; ainsi que tous autres chevaux de bataille de la gauche bien pensante, sont des fumées qui masquent le chemin de la lutte de classe.

Pour la question de l'immigration, les prolétaires doivent se battre, avec des armes de classe et non avec des initiatives, sur les mots d'ordre :

- NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION !
- NON A TOUS LES STATUTS !
- EGALITE TOTALE DES DROITS !
- POUR LE FRONT UNI DU PROLETARIAT !
- POUR LA LUTTE DE CLASSE !
- PAS DE SOUTIEN POUR L'INITIATIVE "ETRE SOLIDAIRE" !
- Pour les travailleurs victimes du marché noir :
- REGULARISATION IMMEDIATE DES SANS-PAPIER !

---

## REUNIONS PUBLIQUES :

### LA CRISE DU MOYEN-ORIENT ET L'IMPERIALISME.

GENEVE: Jeudi 29 mai, 20h., café du Commerce

NEUCHATEL: Vendredi 30 mai, 20h., Hôtel Terminus

GENEVE: Vendredi 6 juin, 20h., Centre de loisirs des Pâquis

éd. resp.: Saro, 20 rue J.-Bouton, Paris

imp. sur nos presses  
mai 1980